

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA
ET LES INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES
(C.N.L.S. – I.S.T.)



REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail – Liberté – Patrie



**EVALUATION DES RESSOURCES ET DEPENSES
CONSACREES A LA REPONSE NATIONALE
AU VIH ET AU SIDA AU TOGO
REDES 2009-2010**

LE SECRETARIAT PERMANENT

01 BP : 2237 Lomé 01 Tél. + 228 22 61 62 77 Fax : + 228 22 61 62 81

E-MAIL : cnls@laposte.tg Site Web : www.cnlstogo.tg

Avec l'appui technique et financier de l'ONUSIDA



ONUSIDA
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR
UNICEF
PAM
PNUD
UNFPA

ONUDC
OIT
UNESCO
OMS
BANQUE MONDIALE

REMERCIEMENTS

Le Togo a eu le mérite de conduire l'analyse des flux des dépenses consacrées à la réponse au VIH et au sida au cours de ces quatre dernières années (2006, 2007, 2008 et 2010). Exercice, certes fastidieux, mais passionnant dans la mesure où il nous a permis de faire une cartographie détaillée et très fine de ce qui a circulé en tant que ressources, à quoi ces ressources ont-elles servi et surtout qui en étaient les bénéficiaires.

La réalisation du REDES 2009 et 2010 couplée a une fois encore mis en exergue l'approche multisectorielle de la lutte contre l'épidémie du VIH dans notre pays.

Sous la coordination du SP/CNLS-IST, tous les acteurs du secteur santé, des autres secteurs publics non santé, du secteur privé, de la société civile, des organismes bilatéraux et multilatéraux ont adhéré à cet exercice depuis le lancement de cet exercice en 2007.

Vous avez certainement réaménagé vos agendas ; vous avez consacré votre temps ; vous avez supporté et subi les harcèlements des équipes de collecte de données.

Je voudrais, au nom du Chef de l'Etat, Président du CNLS-IST et à mon nom personnel, vous remercier pour tous les sacrifices consentis afin qu'aujourd'hui nous ayons cette cartographie.

Je remercie tout particulièrement le staff du Bureau Pays ONUSIDA et du PNUD pour leur appui financier pour la réalisation du REDES 2009 et 2010.

A la veille du lancement du processus de rédaction du Plan stratégique de Troisième génération, j'ose espérer que les résultats de ces 4 années de cartographie seront utilisés au même titre que d'autres analyses et/ou études pour guider les prises de décisions au cours de la programmation 2011-2015.

Charles, Kondi AGBA
Ministre de la Santé,
2^{ème} Vice Président du CNLS-IST

TABLE DES MATIERES

Remerciements	2
Liste des tableaux et figures	4
Abréviations et acronymes	5
Résumé exécutif.....	6
CHAPITRE 1 : INTRODUCTION.....	7
1.1. Généralités	7
1.2. Aperçu général sur l'épidémie du VIH au Togo	8
1.2.1. Prévalence du VIH dans la population générale.....	8
1.2.2. Prévalence du VIH auprès de quelques populations	8
CHAPITRE 2 : APPROCHE METHODOLOGIQUE	9
2.1. Approche	9
2.2. Classifications REDES.....	10
2.2.1 Sources de financement	10
2.2.2 Agents financiers	10
2.2.3 Prestataires de services	10
2.2.4 Catégories de dépenses	10
2.2.5 Objets de dépenses ou facteurs de production ou ligne budgétaire	11
2.2.6 Populations bénéficiaires	11
2.3. Méthodologie	12
2.3.1. Remise à niveau des agents de collecte	12
2.3.2. Collecte des données.....	12
2.3.3. Traitement, analyse et validation des données.....	12
2.3.4. Production et dissémination du rapport	13
2.3.5. Hypothèses et estimations	13
2.4. Difficultés de l'évaluation des dépenses du sida	13
2.5. Atouts	13
CHAPITRE 3 : RESULTATS DE L'ESTIMATION DES FLUX DES RESSOURCES ET DEPENSES ALLOUEES A LA LUTTE CONTRE LE SIDA EN 2009 ET 2010..	14
3.1. Structure générale des dépenses consacrées à la lutte contre le sida	14
3.1.1 Sources de financement	14
3.1.2. Agents de financement	18
3.1.3. Prestataires de services	22
3.1.4. Situation globale des dépenses par intervention	24
3.2. Situation détaillée des dépenses de VIH et de sida.....	26
3.2.1 Situation détaillée des dépenses par intervention	26
CHAPITRE 4 : RECOMMANDATIONS.....	32
4.1. A l'endroit su SP/CNLS-IST	32
4.2. A l'endroit de l'équipe d'élaboration de REDES	32

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

TABLEAUX

Tableau 1 : Situation des dépenses par source de financement en FCFA en 2009 et 2010.....	14
Tableau 2 : Répartition des ressources nationales en FCFA, 2009 et 2010	15
Tableau 3 : Répartition des fonds internationaux en FCFA, 2009 et 2010.....	16
Tableau 4 : Répartition des ressources par sources et agent de financement en FCFA, 2009 et 2010.....	19
Tableau 5 : Situation détaillée des dépenses par prestataire en FCFA, 2009 et 2010.....	23
Tableau 6 : Dépenses de prévention en matière de VIH et sida en 2009 et 2010	26
Tableau 7 : Dépenses des soins et traitement en matière de VIH et sida en 2009 et 2010	27
Tableau 8 : Dépenses de gestion de programme et renforcement de l'administration en 2009 et 2010.....	28
Tableau 9 : Répartition des dépenses consacrées aux OEV en 2009 et 2010	28
Tableau 10 : Répartition des dépenses consacrées aux interventions en population générale en 2009 et 2010 .	29
Tableau 11 : Répartition des dépenses ciblant les PVVIH en 2009 et 2010.	29
Tableau 12 : Dépenses consacrées aux groupes de populations à haut risque en 2009 et 2010.....	30
Tableau 13 : Dépenses par bénéficiaires autres groupes de populations clés, 2009 et 2010.....	30
Tableau 14 : Dépenses par bénéficiaires groupes de population spécifiques « accessibles », 2009 et 2010	31
Tableau 15 : Structures ayant participé à la collecte des données sur le REDE 200ç et 2010	34
Tableau 16 : Résumé des dépenses par intervention et par année, en FCFA.....	36
Tableau 17 : Résumé des dépenses par intervention et par source en millions de FCFA, 2009 et 2010	37
Tableau 18 : Répartition des dépenses consacrées aux ressources humaines par année, en FCFA	38
Tableau 19 : Répartition des dépenses consacrées à la protection sociale et aux services sociaux par année, en FCFA.....	38
Tableau 20 : Répartition des dépenses consacrées à l'environnement favorable par année, en FCFA	38
Tableau 21 : Répartition des dépenses consacrées à la recherche par année, en FCFA.....	39
Tableau 22 : Répartition des dépenses par année et par sources de financement.....	40
Tableau 23 : Répartition des dépenses par année et par axe stratégique du PSN 2007-2010.....	40

FIGURES

Figure 1 : Tendence évolutive de l'épidémie du VIH au Togo, 1990-2009.....	8
Figure 2 : Transactions financières selon l'approche descendante et ascendante	9
Figure 3 : Répartition des dépenses des sources privées en millions de FCFA, 2009 et 2010.....	16
Figure 4 : Répartition des dépenses des partenaires bilatéraux en millions de FCFA, 2009 et 2010	17
Figure 5 : Répartition des dépenses des partenaires multilatéraux en millions de FCFA, 2009 et 2010.....	17
Figure 6 : Répartition des dépenses des ONG Internationales en millions de FCFA, 2009 et 2010	18
Figure 7 : Répartition des ressources par sources et agent de financement public en millions de FCFA, 2009 et 2010.....	20
Figure 8 : Répartition des ressources par sources et agent de financement privé en millions de FCFA, 2009 et 2010.....	21
Figure 9 : Répartition des ressources par source et agent de financement international en millions de CFA 2009 et 2010.....	21
Figure 10 : Répartition des dépenses par type de prestataire en millions de FCFA, 2009 et 2010	22
Figure 11 : Répartition des dépenses par intervention en million de FCFA, 2009 et 2010.....	24
Figure 12 : Résumé des dépenses par intervention et par source en millions de FCFA, 2009.....	25
Figure 13 : Résumé des dépenses par intervention et par source en millions de FCFA, 2010	25

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ARV	Antirétroviraux
CAMEG	Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels et Génériques
CHR	Centre Hospitalier Régional
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CNTS	Centre National de Transfusion Sanguine
CRIPS	Centre de Réflexion et d'Initiative pour la Promotion de la Santé
EPP	Estimation et Projection de Population
EV	Ecoulements Vaginaux
EVT	Espoir Vie Togo
HSH	Hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres Hommes
OEV	Orphelins et Enfants Vulnérables
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PNLS-IST	Programme National de Lutte contre le Sida et les Infections Sexuellement Transmissibles
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTPE	Pays Pauvres Très Endettés
PSI	Population Service International
PTME	Prévention de Transmission Mère-Enfant
PVVIH	Personne Vivant avec le VIH
REDES	Estimation des Flux des Ressources et Dépenses Nationales de lutte contre le SIDA
RTS	Ressources Tracking Software
SIDA	Syndrôme de l'Immuno Déficience Acquise
SP/CNLS-IST	Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le Sida et les Infections Sexuellement Transmissibles
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Populations
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UONGTO	Union des ONG du Togo
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

RESUME EXECUTIF

L'outil REDES (Ressources et Dépenses consacrées au Sida) est un instrument de suivi des ressources dépensées dans la riposte au VIH et au Sida développé par ONUSIDA.

L'adhésion du Togo à cet outil d'évaluation s'est manifesté par l'évaluation des dépenses consacrées à la lutte contre le VIH et le sida chaque année dans le pays. En effet depuis 2008, le Togo a été soumis trois fois à cet exercice.

Le processus d'élaboration du rapport REDES 2009-2010 a démarré en février 2011 par la formation de 25 personnes dont 10 venus des régions à raison de deux par région (un représentant des ONG et l'assistant suivi évaluation de la Région).

La collecte a été ensuite effectuée simultanément à Lomé et dans les régions auprès des structures publiques (les ministères, les structures de soins) et privées, de la société civile, des ONG internationales et des partenaires au développement dans la riposte au VIH par l'équipe de 25 personnes formées. Le traitement, la saisie, l'analyse des données ainsi que l'élaboration du rapport ont été faits par l'équipe REDES.

L'estimation financière des ressources et dépenses du sida 2009 et 2010 a permis d'actualiser le répertoire des sources de financement ainsi que des prestataires et d'estimer les dépenses effectivement consacrées à la lutte contre le VIH. Elle a également permis d'analyser l'allocation des ressources par rapport aux domaines prioritaires retenus dans le Plan Stratégique National 2007-2010 après quatre années de mise en œuvre.

Les dépenses consacrées à la lutte contre le sida étaient de 7 550 172 688 FCFA en 2009 contre 11 442 874 593 FCFA en 2010.

Les financements nationaux (fonds publics et fonds privés) s'élèvent à 1 903 636 520 FCFA soit 25,21% en 2009 contre 1 656 278 325 FCFA soit 14,47% en 2010 des dépenses du sida tandis que les financements internationaux (fonds bilatéraux, multilatéraux et fonds des organisations et fondations internationales à but non lucratif) sont évalués à 5 646 536 168 FCFA soit 74,79% en 2009 contre 9 786 596 268 FCFA 85,53% en 2010. Ce qui dénote une forte dépendance du Togo aux ressources extérieures dans le financement de la lutte contre le VIH surtout une forte dépendance des ressources du Fonds Mondial.

La répartition des dépenses de 2009 par intervention montre que la prévention est financée à hauteur de 38,85% suivie des soins et traitements (37,13%), de la gestion et Administration de programmes (14,26%), des ressources humaines (6,31%). Les dépenses des interventions OEV, protection sociale et services sociaux et recherche représentent chacun moins de 2% des dépenses du VIH en 2009.

De même, l'analyse des dépenses par intervention de 2010 révèle que les dépenses consacrées aux soins et traitements s'élèvent à hauteur de 48,98% suivies de la gestion et administration de programmes (22,52%), des ressources humaines (4,36%). Les dépenses sur les OEV, de protection sociale et services sociaux et de recherche représentent chacun moins de 1% des dépenses du VIH en 2010.

Le Togo a adopté l'outil REDES pour le suivi des dépenses et le tracking des ressources consacrées à la lutte contre le VIH chaque année. Cependant, vu les difficultés qui jalonnent ce processus, un effort doit être fait pour la systématisation de la collecte de façon périodique et doter l'Unité Suivi évaluation du SP/CNLST-IST en ressources humaines supplémentaires consacrées au REDES.

CHAPITRE 1

INTRODUCTION

1.1. Généralités

2.1.1 Les données géographiques et démographiques

Le Togo est un pays situé en Afrique occidentale avec une superficie de 56 600 km². Il est situé sur la côte du Golfe de Guinée et s'étend sur une longueur de 600 km et une largeur qui varie entre 50 et 150 km. Il est limité au Nord par le Burkina-Faso, au Sud par l'océan atlantique, à l'Est par le Bénin et à l'Ouest par le Ghana.

Sur le plan démographique, le Togo compte en 2010 une population de 5 753 324¹ habitants dont 2 799 086 hommes (48,7 %) et 2 954 238 femmes (51,3 %). Plus de la moitié de la population a moins de 25 ans (60 %).

2.1.2 Les données économiques

Le Togo est membre de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il est classé parmi les Pays les Moins Avancés (PMA) avec un revenu par tête d'habitants égal 410 USD en 2008 contre 818 USD pour les pays de l'Afrique Sub-saharienne. Il est caractérisé par un faible.

Selon les analyses de la Banque Mondiale, le Togo a atteint le point de décision de l'Initiative PPTTE en novembre 2008 et le point d'achèvement en décembre 2010. La dette étant réduite, le Togo pourra libérer progressivement des ressources budgétaires. Le document complet de stratégie de réduction de la pauvreté 2009-2011 a été élaboré et mis en œuvre.

2.1.3 Secteur de la santé

Le système national de santé est organisé en une pyramide à trois niveaux à savoir : le niveau central, le niveau intermédiaire et le niveau périphérique.

- **Le niveau central ou niveau national** : C'est le centre de décision nationale composé du Cabinet du Ministre, de la Direction Générale de la Santé et des 5 Directions Centrales. Sont également au même niveau de décision, les établissements de soins et les services de référence : les 3 Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) et 2 hôpitaux privés de même niveau, l'Institut National d'Hygiène (INH), le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS), le Centre National de l'Appareillage Orthopédique (CNAO) et la Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels et Génériques (CAMEG)
- **Le niveau intermédiaire** : comprend les 6 régions sanitaires qui dispose chacune d'une Direction Régionale de la Santé (DRS). Le niveau intermédiaire est chargé de l'application de la politique nationale de santé et assure un appui technique et logistique aux Districts de Santé qui sont sous sa responsabilité.
- **Le niveau périphérique** : C'est le niveau opérationnel avec trente-cinq (35) districts sanitaires. Chaque district sanitaire correspond à une préfecture administrative en dehors de la Région Sanitaire Lomé-Commune qui en compte cinq.

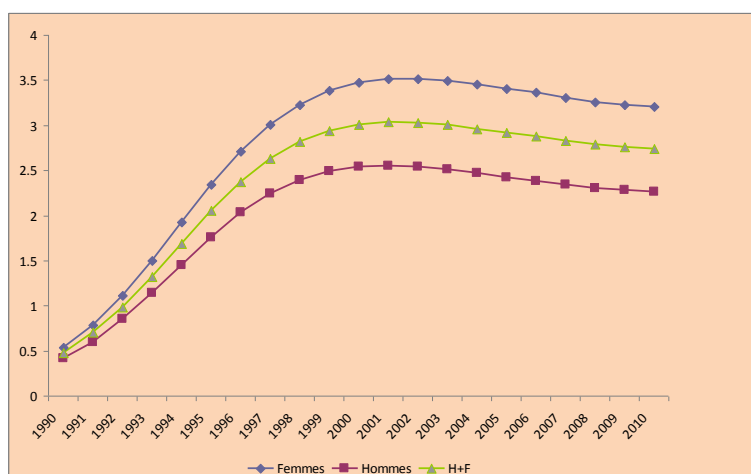
¹ Résultats provisoires, RGPH, 2010

1.2. Aperçu général sur l'épidémie du VIH au Togo

L'épidémie du VIH au Togo est de type généralisé ; la prévalence est de 3,5% en 2010 chez les femmes enceintes selon la définition de l'OMS et l'ONUSIDA. Toutefois, il existe des concentrations au sein de certains groupes spécifiques. La prévalence varie également d'une région à une autre, au sein de la même région et du milieu rural au milieu urbain.

1.2.1. Prévalence du VIH dans la population générale

A partir des données de la surveillance sentinelle, la prévalence dans la population générale est estimée à 3,2% en 2010 (EPP/Spectrum Togo, 2010). Les femmes sont plus touchées par l'épidémie que les hommes : sur 100 personnes vivant avec le VIH, 60 sont de sexe féminin.



Source : EPP/SPECTRUM 2010, Togo

Figure 1 : Tendance évolutive de l'épidémie du VIH au Togo, 1990-2009

1.2.2. Prévalence du VIH auprès de quelques populations

Cette prévalence concerne les populations les plus à risques et les populations vulnérables.

a) Chez les populations les plus à risque

- **Professionnels de Sexe** : Selon l'enquête de sérosurveillance réalisée auprès des professionnelles du sexe et de leurs clients en 2005, la prévalence chez les Professionnelles du Sexe était estimée à 45,4 %, et chez leurs clients, à 13,3 % au niveau national et de 45,4% et de 29,3% à Lomé.

- **Hommes ayant des rapports Sexuels avec d'autres Hommes** : La prévalence du VIH parmi les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes était de 23% en 2008 à Lomé.

b) Chez les populations vulnérables

- **Corps habillés** : La prévalence du VIH chez les militaires est passée de 13,78 % en 2002 à 7,70 % en 2009. La prévalence du VIH auprès des policiers était de 6,7%.

- **Population carcérale** : Une enquête réalisée en 2008 auprès de la population carcérale à Lomé a donné une prévalence de 7,6 %.

CHAPITRE 2

APPROCHE METHODOLOGIQUE

2.1. Approche

La nécessité de disposer d'informations sur les dépenses du sida, le profil épidémiologique du pays et les interventions de la réponse nationale permettent de guider l'affectation des ressources. Aussi, le suivi des flux financiers et l'évaluation des dépenses consacrées au VIH et au sida requièrent-ils une démarche méthodologique soignée, complète, systématique et appliquée.

Il s'est agi de tracer les flux financiers de différentes sources aux agents financiers vers les fournisseurs de services et les bénéficiaires finaux de ces services à travers les transactions. Les transactions ont été établies en relevant tous les éléments du flux financier notamment, le transfert des fonds de la source de financement vers un agent financier puis un prestataire ; les dépenses effectuées par le prestataire par intervention et selon les rubriques budgétaires ; les populations ayant bénéficié de ces services. Les transactions ont été faites de haut en bas et de bas en haut.

Les fonds privés, publics et internationaux effectivement dépensés aussi bien au niveau du secteur de la santé que des autres secteurs non santé pour la réponse au VIH et au sida ont été pris en compte. Les fonds transférés aux prestataires et qui sont en banque et les articles en stock non encore utilisés n'ont pas été pris en compte.

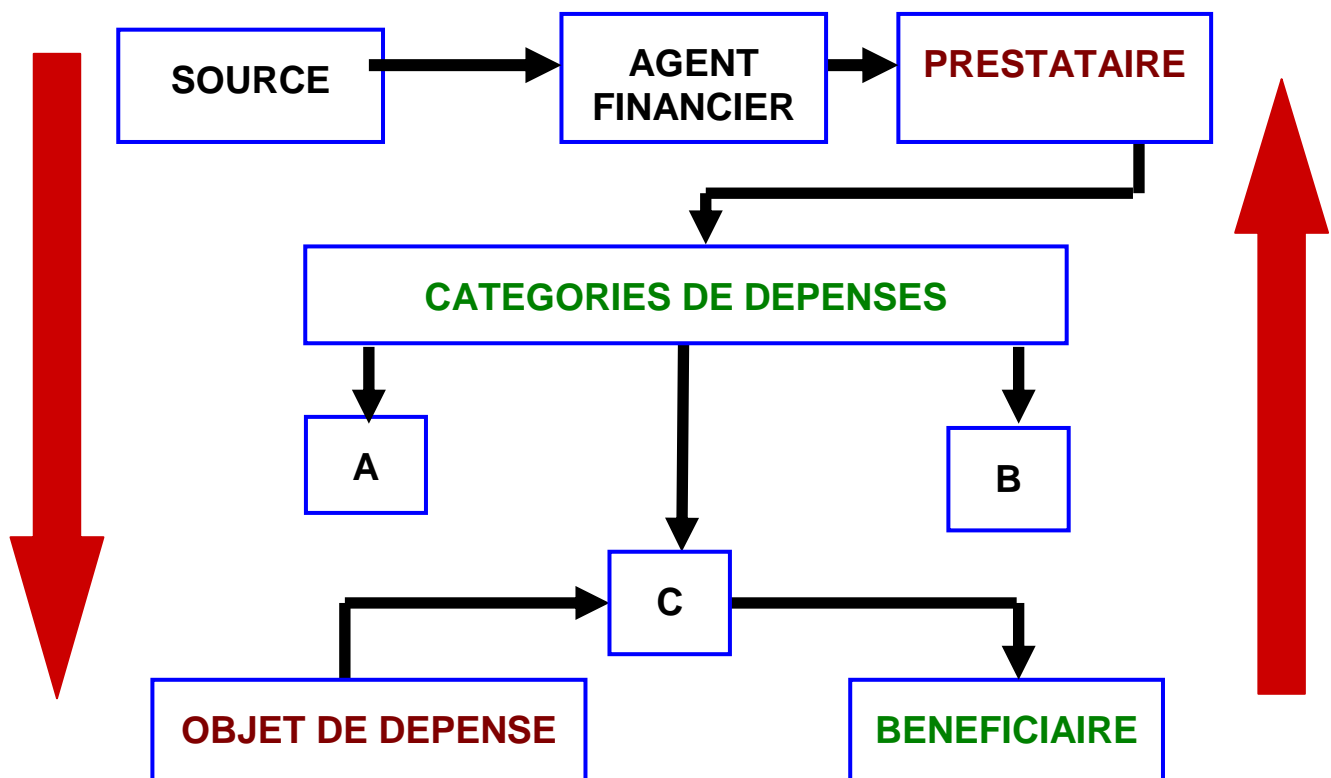


Figure 2 : Transactions financières selon l'approche descendante et ascendante

Pour éviter les doubles comptages lors de la reconstitution de chaque transaction de la source aux prestataires et aux bénéficiaires, les matrices à double entrée ont été utilisées pour représenter l'origine et la destination des fonds.

2.2. Classifications REDES

La classification REDES suit le schéma de reconstitution des transactions de haut en bas. Il s'agit de:

- les sources de financements
- les agents financiers
- les prestataires de services
- les catégories de dépenses ou les services offerts
- les objets de dépenses
- les populations bénéficiaires des services.

2.2.1 Sources de financement

Les sources de financement sont des entités qui fournissent des ressources au financement des agents financiers pour être mises en commun et distribuées. Elles peuvent être du public, du privé ou du reste du monde. L'analyse de ces sources dans le cadre de la réponse au VIH et au sida permet de voir l'entité qui supporte le plus la lutte contre l'épidémie.

2.2.2 Agents financiers

Les Agents financiers sont des entités qui reçoivent des ressources financières de différentes sources de financement et les transfèrent pour financer un programme ou pour payer des biens ou des services. Ils sont soit du secteur public, privé ou international.

2.2.3 Prestataires de services

Ce sont toutes les entités qui se livrent à la production de biens, services ou activités en réponse au VIH et au sida. Ils peuvent être du gouvernement, du privé ou de l'étranger.

2.2.4 Catégories de dépenses

Les classifications dans leur ensemble sont destinées à couvrir de manière compréhensive et conséquente les catégories de dépenses sida (ASC). Les programmes et les lignes de budget ont été structurés suivant 8 classes en chapitre de dépenses/catégories de dépenses de sida afin de percevoir de manière désagrégée l'apport de chaque activité dans la réponse nationale au VIH.

➤ *Prévention*

La prévention est définie comme un ensemble compréhensif d'activités ou de programmes destinés à réduire les risques liés au comportement. Son but est de réduire l'infection à VIH parmi la population et accroître la qualité et la sécurité dans l'offre de services de santé en termes de thérapie administrée exclusivement ou principalement aux malades du sida.

➤ *Soins et traitement*

Les soins et traitement se réfèrent à toutes les dépenses, achats, transferts et investissements occasionnés par les services visant l'accès clinique et à domicile, aux activités de traitement et de soins dont bénéficient les adultes et enfants infectés par le VIH.

➤ *Orphelins et enfants vulnérables*

Tous les services destinés à améliorer les conditions de vie des orphelins et enfants vulnérables et les familles affectées par le VIH/sida.

➤ *Développement de Programme*

Les dépenses de programme sont définies comme des dépenses occasionnées au niveau administratif en dehors des points de délivrance des soins de santé. Les dépenses de programme couvrent les services tels le management des programmes sida, le suivi évaluation (M&E), le plaidoyer et les facilités en terme de réhabilitation d'équipement de laboratoires.

➤ ***Incitations au recrutement et à la rétention des ressources humaines***

Il s'agit des services de main d'œuvre à travers le recrutement, la rétention, le déploiement et l'exigence de qualité des travailleurs de la santé et autres managers par la performance en faveur de la lutte contre le VIH. Ces dépenses sont destinées à garantir la disponibilité des ressources humaines en rapport avec ce qui est couramment disponible dans le secteur de la santé.

➤ ***Dépenses en atténuation***

Conventionnellement, la protection sociale se réfère aux fonctions du gouvernement en terme de provision d'avantages monétaires et non monétaires à des catégories de personnes dans le besoin, tels les malades, les personnes âgées, les altérés mentaux, les sans emplois, les exclus sociaux, et autres assimilés. La protection sociale prend en compte les services sociaux personnels et la sécurité sociale.

➤ ***Développement communautaire et environnement favorable***

Ce sont les activités de promotion et de soutien pour le développement d'un environnement fortement favorable à la lutte contre le VIH à travers le plaidoyer et la communication stratégique, le respect des droits des PVVIH et autres personnes affectées, le développement institutionnel spécifique au sida, etc.

➤ ***Recherches associées au VIH/sida***

La recherche liée au VIH et au sida est définie comme la création de connaissances pouvant être utilisées pour la prévention de la maladie, la promotion, la restauration, le maintien, la protection, l'amélioration du développement et du bien être social.

2.2.5 Objets de dépenses ou facteurs de production ou ligne budgétaire

L'objet de la dépense ou facteur de production représente le bien ou le service que les ressources ont servi à payer pour une intervention donnée.

2.2.6 Populations bénéficiaires

Les groupes de population décrits ci-dessous constituent la cible explicite des activités conduites spécifiquement à leur égard, à savoir les bénéficiaires de différents services :

- **Personnes vivant avec le VIH désagrégées par âge et par sexe,**
- **Groupes de populations particulièrement vulnérables :** Il s'agit de professionnelles du sexe et leurs clients, Hommes travestis ou non professionnels du sexe et leurs clients, consommateurs de drogues injectables (CDI) ; hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH).
- **Autres groupes de populations clés :** concerne les orphelins ou les autres enfants rendus vulnérables, les enfants nés ou à naître de mères séropositives, les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et les migrants, à la fois s'agissant de la dynamique de l'épidémie et de la riposte mise en place pour y faire face.
- **Groupes de populations spécifiques « accessibles » :** concerne les enfants scolarisés, les femmes reçues dans les services de santé reproductive, le personnel militaire, les ouvriers d'usine.
- **Ensemble de la population désagrégées par âge et par sexe:** concerne les initiatives engagées auprès de l'ensemble de la population.

2.3. Méthodologie

L'outil REDES (Ressources et Dépenses consacrées au Sida) est un instrument de suivi des ressources dépensées dans la riposte au VIH et au Sida, de prise de décision et de plaidoyer.

L'exercice REDES est effectué au travers de quatre étapes distinctes :

- La remise à niveau des agents de collecte
- La collecte des données
- Le traitement, l'analyse des données et leur validation
- La production du rapport et sa dissémination

2.3.1. Remise à niveau des agents de collecte

Elle s'est faite à travers une session de formation de deux (02) jours dans les locaux du SP/CNLS-IST. Cette formation a porté sur la méthodologie REDES, la collecte des données et leurs outils, les classifications et définitions, ainsi que la reconstitution des transactions et traitement des données.

25 participants ont été formés dont 10 venus des régions à raison de deux par région (un représentant des ONG et l'assistant suivi évaluation). La grande innovation de cet exercice c'est la participation des Assistants S&E des régions afin de répliquer cet exercice dans les régions.

Cette formation a été assurée par 3 facilitateurs (deux cadres du SP/CNLS-IST et un cadre de l'ATBEF) avec l'appui technique du conseiller technique de l'ONUSIDA.

2.3.2. Collecte des données

Elle a été organisée simultanément à Lomé et dans les régions par une équipe de 25 personnes dont 10 personnes issues des régions.

La collecte a été effectuée auprès des structures publiques (les ministères, les structures de soins), privées, de la société civile, les ONG internationales et les partenaires au développement impliquées dans la riposte au VIH. La liste des structures visitées au cours des éditions passées a été actualisée avec la cartographie des ONG réalisée par PASCI. Au total, 96 structures ont rempli le questionnaire REDES 2009 contre 111 structures pour le questionnaire REDES 2010.

Conformément à la méthodologie en vigueur, les structures soumises à l'enquête ont eu à répondre à six questions : *i) qui gère les fonds ? ii) qui finance la réponse du sida ? iii) qui fournit les services ? iv) quelles interventions ont été effectuées ? v) qui bénéficie des interventions ? vi) qu'est ce qui est acheté pour réaliser les interventions ?*

Les collectes ont été faites suivant trois dimensions : i) le financement, ii) la prestation et iii) l'utilisation des ressources. Le contrôle de la qualité des données collectées a été effectué au fur et à mesure par les cadres du SP/CNLS-IST.

Afin de faciliter la collecte, des correspondances ont été envoyées aux structures soit par courriel soit de façon traditionnelle afin que le répondant de la structure concernée puisse apprêter les informations adéquates.

2.3.3. Traitement, analyse et validation des données

Les transactions financières ont été reconstituées et les données ont été saisies dans le système basé sur MS Access qui est le RTS (Ressources Tracking Software). Des matrices sont produites dans le RTS et exportés en Excel, des tableaux croisés dynamiques ont été extraits, analysés et une validation technique a été faite par l'équipe REDES.

2.3.4. Production et dissémination du rapport

Après validation des données par l'équipe REDES du SP/CNLS-IST, le rapport narratif a été élaboré et disséminé aux différents acteurs et partenaires de la réponse nationale au VIH.

2.3.5. Hypothèses et estimations

a) Estimation des dépenses en ARV

L'estimation des dépenses en ARV ont été basées sur les données de la Centrale d'Achat de Médicaments Génériques (CAMEG) :

- une liste des achats effectués pour chaque molécule et par source de financement a été établie ;
- la consommation apparente d'ARV a été calculée en appliquant la formule suivante :
consommation apparente = importations – variation de stock entre d'une part 2008 et 2009 et ensuite entre 2009 et 2010 ;
- les ARV ont été ensuite regroupés en première ligne, deuxième ligne et en ARV pédiatriques.

Ce regroupement a permis d'estimer le coût moyen des ARV par ligne de traitement.

b) Estimation des dépenses réalisées par les ménages

Un certain nombre de services étant offerts gratuitement aux PVVIH notamment le traitement par les ARV, la numérotation de CD4, le bilan biologique, seul le bilan initial, le déplacement des PVVIH de leur lieu de résidence au centre de santé (1 fois/mois) et le bilan pré thérapeutique ont été pris en compte pour l'estimation des dépenses des ménages.

2.4. Difficultés de l'évaluation des dépenses du sida

L'évaluation des dépenses du sida pour l'année 2009 et 2010 ne s'est pas faite sans difficultés. Elles sont de plusieurs ordres :

Au niveau du SP/CNLS-IST :

- l'exercice coïncidant avec la revue du PSN 2007-2010 et la nouvelle planification, les cadres de l'équipe REDES n'étaient pas disponibles ;
- La non désagrégation des données financières collectées ont amené l'équipe de REDES à utiliser fortement les comptes se terminant par "98" et "99".

Au niveau des acteurs :

- la non disponibilité des comptables dans certaines structures ont retardé la collecte.
- certaines institutions n'ont pas été contactées et celles contactées n'ont pas tous répondu aux questionnaires.

2.5. Atouts

L'exercice REDES 2009-2010 a connu :

- L'implication des acteurs régionaux dans la collecte ;
- L'appui technique et financier constant du système des Nations Unies au processus REDES ;
- La collaboration des acteurs de terrain pour la mise à disposition des informations.

CHAPITRE 3

RESULTATS DE L'ESTIMATION DES FLUX DES RESSOURCES ET DEPENSES ALLOUEES A LA LUTTE CONTRE LE SIDA EN 2009 ET 2010

3.1. Structure générale des dépenses consacrées à la lutte contre le sida

L'estimation des dépenses de lutte contre le VIH et le sida dans le cadre de la réponse nationale au VIH s'élève à 7,55 milliards FCFA pour l'année 2009 et 11,44 milliards FCFA pour l'année 2010. On note une croissance de l'ordre de 34 % entre 2009 et 2010 ; croissance qui se justifie par une forte augmentation des ressources financées dues en effet à la contribution du Fonds Mondial série 8.

Le Togo a bénéficié de trois sources de financement dans le cadre de la réponse nationale au VIH. Il s'agit des Fonds publics ; des Fonds privés et des Fonds internationaux.

3.1.1 Sources de financement

Les financements de la réponse nationale au sida sont constitués des financements intérieurs (fonds publics et privés) et des financements extérieurs ou internationaux. Les financements intérieurs sont constitués d'une part des fonds de l'Etat et d'autre part des fonds des ménages, des fonds propres des institutions à but non lucratif et des ressources propres des entreprises.

Les financements extérieurs par contre comprennent les fonds mis à disposition par les partenaires bilatéraux, les multilatéraux et les ONG internationales et fondations. La situation synoptique des dépenses par source de financement est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Situation des dépenses par source de financement en FCFA

Sources de financement	2009	%	2010	%
Fonds publics	1 604 382 635	21,25%	749 720 373	6,55%
Budget de l'Etat	1 604 382 635	100%	749 720 373	100%
Fonds privés	299 253 885	3,96%	906 557 952	7,92%
Institutions et entreprises à but lucratif	6 466 950	2,16%	10 397 050	1,15%
Fonds des ménages	60 485 263	20,21%	303 824 191	33,51%
Institutions à but non lucratif (fonds propres des ONG nationales)	163 272 746	54,56%	256 153 507	28,26%
Autres sources privées de financement	69 028 926	23,07%	336 183 204	37,08%
Fonds internationaux	5 646 536 168	74,79%	9 786 596 268	85,53%
Bilatéraux	1 219 040 264	21,59%	755 639 654	7,72 %
Multilatéraux	3 379 632 258	59,85%	3 973 306 899	40,60 %
Organisations et fondations internationales à but non lucratif	1 047 863 646	18,56%	5 057 649 715	51,68 %
TOTAL GENERAL	7 550 172 688	100%	11 442 874 593	100%

Source : REDES 2009 et 2010

La source de financement la plus importante reste les fonds internationaux qui ont mobilisé 5,64 milliards FCFA soit 74,79 % du montant total des dépenses en 2009 contre 9,78 milliards FCFA soit 85,53% du montant total des dépenses en 2010.

L'analyse du *tableau 1* montre une augmentation de la contribution des fonds internationaux de 10,74 % entre 2009 à 2010 due à l'augmentation de la contribution des Organisations et fondations internationales à but non lucratif de 33,12% alors que dans le même temps, les ressources intérieures ont diminué essentiellement à cause de la baisse de la contribution de l'Etat.

Au regard de ces données et dans le souci de consolider et pérenniser les acquis de la riposte nationale au sida, l'Etat est appelé à développer des stratégies d'accroissement des ressources internes allouées à la riposte au VIH.

a) Ressources nationales

Les ressources intérieures, constituées des fonds publics et privés se chiffrent à la somme de 1 903 636 520 FCFA en 2009 contre 1 656 278 325 FCFA en 2010. Elles sont dominées par les fonds publics (84,28 % des ressources intérieures) en 2009 et des fonds privés (54,73 % des ressources intérieures) en 2010 (*tableau 2*).

Tableau 2 : Répartition des ressources nationales en FCFA

Sources de financement	2009	%	2010	%
Fonds publics	1 604 382 635	84,28%	749 720 373	45,27%
Budget de l'Etat	1 604 382 635	100%	749 720 373	100%
Fonds privés	299 253 885	15,72%	906 557 952	54,73%
Institutions et entreprises à but lucratif	6 466 950	2,16%	10 397 050	1,15%
Fonds des ménages	60 485 263	20,21%	303 824 191	33,51%
Institutions à but non lucratif (fonds propres des ONG nationales)	163 272 746	54,56%	256 153 507	28,26%
Sources privées de financement non classifiées ailleurs	690 28 926	23,07%	336 183 204	37,08%
Total	1 903 636 520	100%	1 656 278 325	100%

➤ Fonds publics

Les fonds publics s'élèvent à 1 604 382 635 FCFA en 2009 contre 749 720 373 FCFA en 2010. Ils sont constitués essentiellement des recettes propres de l'Etat. Ces fonds publics ont connu une diminution de 53,27 % entre 2009 et 2010.

➤ Fonds privés

Les fonds privés consacrés à la lutte contre le sida en 2009 sont estimés à 299 253 885 FCFA. Le montant des dépenses financées par le secteur privé a atteint 906 557 952 FCFA en 2010.

Les ressources privées dépensées en 2009 sont essentiellement constituées des fonds propres des ONG (163 272 746 FCFA) et celles dépensées en 2010 provenaient des fonds des ménages (303 824 191 FCFA) et des ONG (256 153 507 FCFA). Le fonds des ménages ont crû de 13,30 % alors que les fonds propres des ONG ont diminué de 26,30 % sur la période 2009-2010 (*figure 3*).

Ces fonds propres sont pour la plupart issus des droits d'adhésion et cotisations des membres des ONG ou de prestations de services ou encore mieux des fonds mobilisés à l'extérieur du pays mais que celles-ci déclarent sous forme de fonds propres.

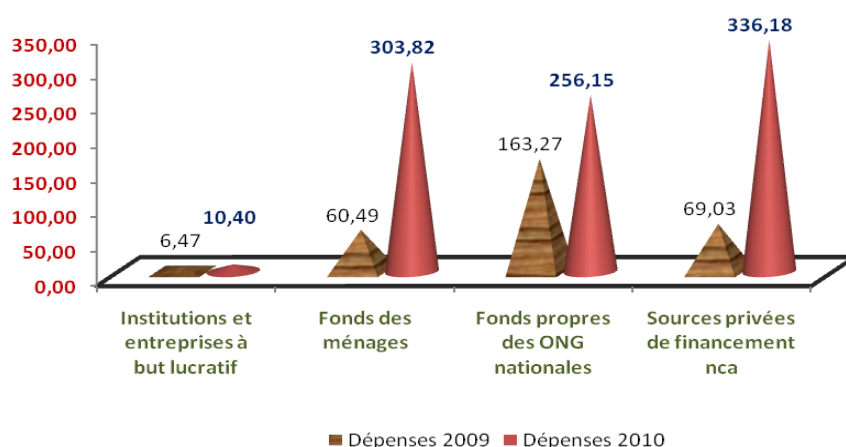


Figure 3 : Répartition des dépenses des sources privées en millions de FCFA

b) Fonds internationaux

Les ressources internationales de dépenses du VIH (tableau 03) se chiffrent à 5 646 546 207 FCFA en 2009 et à 9 786 596 268 FCFA en 2010. Ces ressources extérieures sont dominées par les fonds des partenaires multilatéraux et des organisations et fondations internationales à but non lucratif.

Tableau 3 : Répartition des fonds internationaux en FCFA

Sources de financement	Dépenses 2009	Dépenses 2010
BILATERAUX	1 219 040 263	755 639 654
Gouvernement danois		80 310 143
Gouvernement français	1194218992	549 123 013
Gouvernement allemand	20350471	25 574 470
Gouvernement américain	4470800	100 632 028
MULTILATERAUX	3 379 642 204	3 973 306 899
Fonds mondial de lutte contre le sida	2713550256	3 264 592 123
Secrétariat de l'ONUSIDA	23590779	29 719 000
UNICEF	290429142	328 009 586
PNUD	203828729	198 256 151
HCR		12 297 840
ONUDC	34039100	7 839 990
UNFPA	84112123	88 254 919
BM		1 600 000
OMS	30092075	42 737 290
AUTRES FONDS INTERNATIONAUX	1 047 863 740	5 057 649 715
Catholic Relief Services		73 025 226
FICR		9 169 400
SIDACTION		13 119 140
Fondation Clinton	47729307	346 044 283
Autres organisations et fondations internationales à but non lucratif n.c.a.	528244343	4 601 142 526
Ensemble des autres fonds internationaux non classifiés ailleurs (n.c.a.)	471890090	15 149 140
TOTAL	5 646 546 207	9 786 596 268

➤ **Ressources des partenaires bilatéraux**

Les ressources des partenaires bilatéraux sont estimées à 1 219 040 263 FCFA pour 2009 et à 755 639 654 FCFA pour 2010. Elles sont constituées des fonds des Gouvernements Américain, français, allemands et danois (figure 04). Parmi les partenaires bilatéraux, le gouvernement français est de loin celui qui participe au financement de la lutte contre le VIH au Togo en 2009 et 2010.

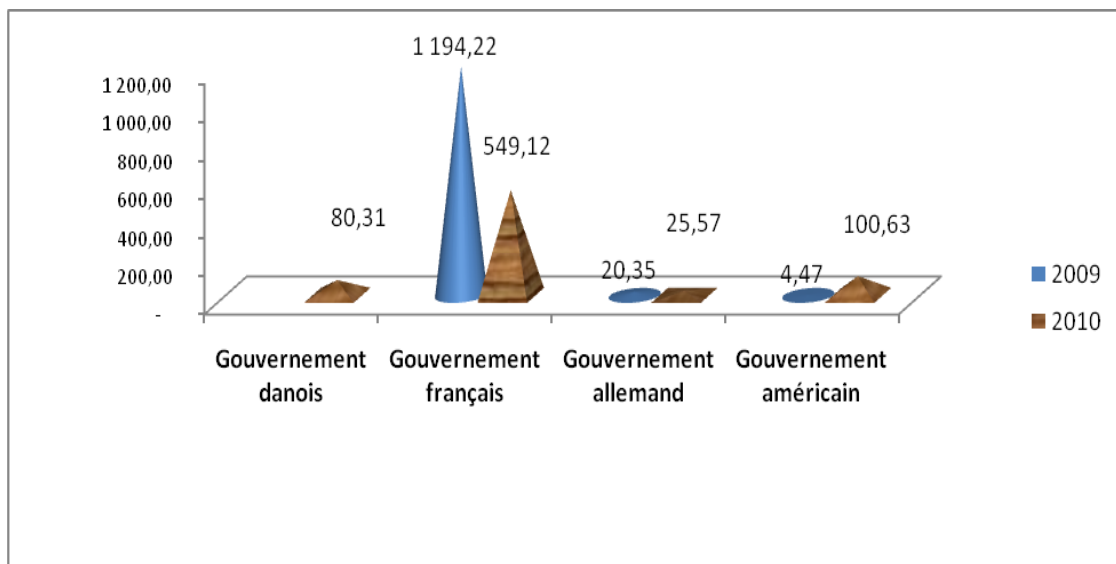


Figure 4 : Répartition des dépenses des partenaires bilatéraux en millions de FCFA

➤ **Ressources des partenaires multilatéraux**

Les fonds des partenaires multilatéraux sont de 3, 379 milliards FCFA en 2009 et 3, 973 milliards FCFA en 2010. Ils sont constitués essentiellement des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida en 2009 et 2010. Sur les deux années, le Fonds Mondial représente le principal contributeur dans la riposte au VIH et au sida au Togo (figure 5).

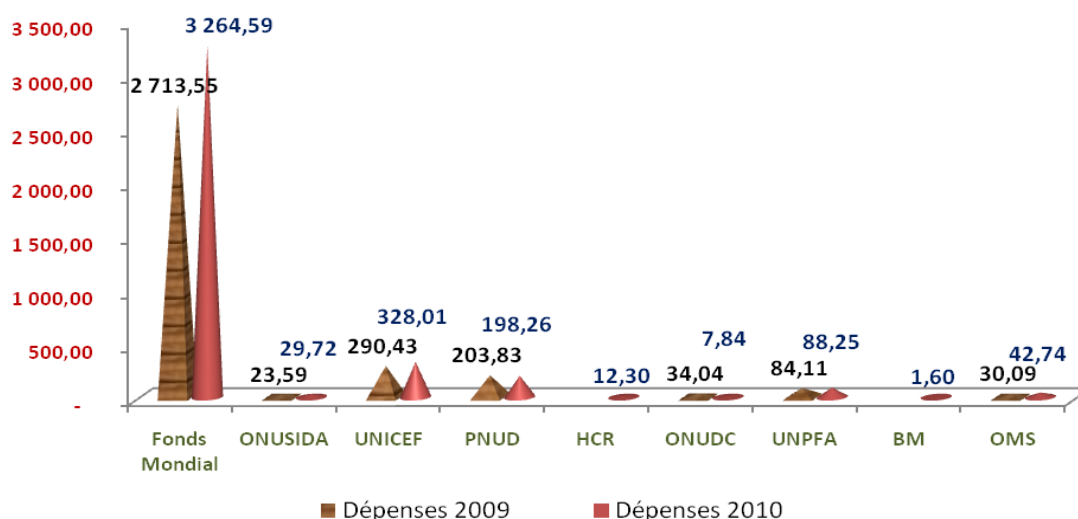


Figure 5 : Répartition des dépenses des partenaires multilatéraux en millions de FCFA

➤ **Ressources des ONG internationales**

Les fonds des ONG internationales sont de l'ordre de 1,047 milliards en 2009 contre 5, 057 milliards en 2010. Ils sont essentiellement constitués des ressources des organisations

internationales et fondations à but non lucratif non classées ailleurs (figure 06) dont les montants s'élèvent à plus d'un demi milliard en 2009 (528 244 343) et à plus de 4,5 milliards en 2010 (4 601 142 526).

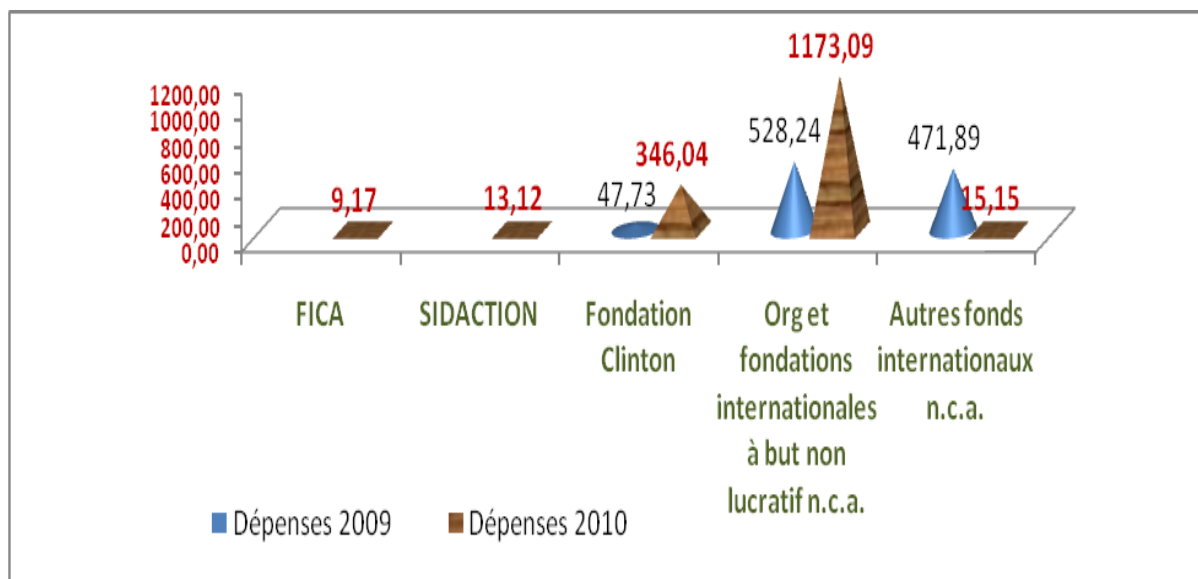


Figure 6 : Répartition des dépenses des ONG Internationales en millions de FCFA

3.1.2. Agents de financement

Les agents de financements sont les entités à partir desquelles les ressources transitent avant d'atteindre les prestataires de biens et services c'est-à-dire ceux qui exécutent les activités. Autrement dit, les agents de financements sont ceux qui décident de l'utilisation des fonds mis à disposition par les bailleurs ou donateurs.

L'analyse des données financières selon les agents de financement (tableau 04) montre que :

- En 2009, 29,80% des ressources dépensées ont transité par les agents de financement publics, 6,42% par les agents de financement privés et 63,78% par les agents de financement extérieurs.
- Par contre, en 2010, sur l'ensemble des ressources dépensées, 51,37% ont transité par les agents de financement publics, 9,94% par les agents de financement privés et 38,69% par les agents de financement extérieurs.
- Globalement, il est constaté un accroissement du pouvoir de décision des agents de financement public de 21,57% entre 2009 et 2010. Cette augmentation du pouvoir de décision des agents de financement publics dans l'utilisation des ressources est liée principalement à l'accroissement des ressources de l'Etat entre 2009 et 2010.

Tableau 4 : Répartition des ressources par sources et agent de financement en FCFA

Source de financement	AGENT DE FINANCEMENT 2009				AGENT DE FINANCEMENT 2010			
	PUBLIC	PRIVE	EXTERIEUR	TOTAL	PUBLIC	PRIVE	EXTERIEUR	TOTAL
Fonds publics	1 604 382 629			1604382630	745 020 373	4 700 000		749 720 373
Etat	1 604 382 629			1604382629	745 020 373	4 700 000		749 720 373
Fonds privés	14 432 262	279955670	0	294387932	20314731	886243221	0	906 557 953
Institutions et entreprises à but lucratif	1 600 000			1600000	6 000 000	4 397 050		10 397 050
Fonds des ménages	12 832 262	47 653 000		60485262	14 314 731	289 509 460		303 824 191
Institutions à but non lucratif		163 273 744		163273744		256 153 507		256 153 507
Sources privées nca.		69 028 926		69028926		336 183 204		336 183 204
Fonds internationaux	629 173 239	204 058 986	4 810 843 182	5 644 075 409	5 112 917 780	246 967 017	4 426 711 471	9 786 596 270
Bilatéraux			1 216 569 463	1216569463	260 459 674		495 179 980	755 639 654
Multilatéraux	144 656 217	31 844 978	3 203 141 009	3 379 642 204	1 145 760 183	54 536 917	2 773 009 799	3 973 306 900
Organisations. internationales et Fondations à but non lucratifs	484 517 022	172 214 008	391 132 710	1 047 863 742	3 706 697 923	192 430 100	1 158 521 692	5 057 649 716
TOTAL GENERAL	2 247 988 130	484 014 656	4 810 843 182	7 542 845 971	5 878 252 884	1 137 910 238	4 426 711 471	11 442 874 596
Pourcentage	29,80%	6,42%	63,78%	100%	51,37%	9,94%	38,69%	100%

Par ailleurs, l'Etat a géré la globalité des ressources qu'il a lui-même alloué pour la lutte contre le VIH. Le secteur privé a aussi géré la presque totalité des ressources qu'il a mobilisée pour la lutte contre le VIH. Les ressources mobilisées par les partenaires internationaux en 2009 sont dans 85 % des cas gérées par eux-mêmes. 52 % des ressources mobilisées en 2010 auprès des partenaires internationaux ont été gérées par les départements de l'Etat et 45 % par ces mêmes partenaires internationaux. .

a) Agents de financement Publics

Les agents de financement du secteur public qui ont géré les ressources mobilisées pour la lutte contre le VIH relèvent des départements ministériels. Ils ont géré 2,247 milliards FCFA (2009) et 5,878 milliards FCFA (2010) soit respectivement 29,80 % et 51,37% des dépenses totales exécutées (figure 07) alors que les financements de l'Etat pour la lutte contre le VIH s'élevaient respectivement à 1 604 382 635 (21,25% en 2009) et à 749 720 373 (6,55% en 2010).

Une bonne partie des ressources gérées par le secteur public en 2010 provient des partenaires internationaux (86,98 %). Plus de 70 % des ressources gérées par l'Etat en 2010 provenaient des autres Organisations internationales et Fondations à but non lucratifs et 22 % des partenaires multilatéraux.

En somme, la participation du secteur public dans la gestion des fonds des internationaux s'est accrue ces deux années.

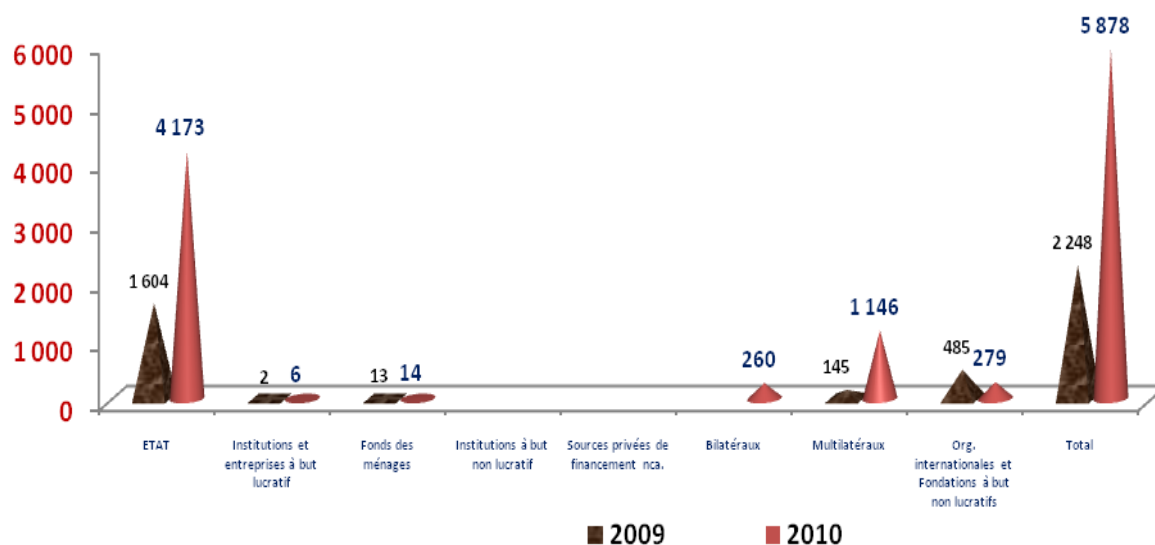


Figure 7 : Répartition des ressources par sources et agents de financement publics en millions de FCFA

b) Agents de financement privés

Les agents de financement privés sont généralement les entreprises privées, les organismes non gouvernementaux etc. Ils ont géré au total 484 014 656 en 2009 et 1 137 910 238 en 2010 (figure 08) soit respectivement 6,42% et 9,94% des ressources totales dépensées pour la réponse nationale au VIH. La grande majorité des ressources gérées par les agents de financement privés en 2009 et 2010 provenaient des fonds privés (57,84% en 2009 et 77,88% en 2010).

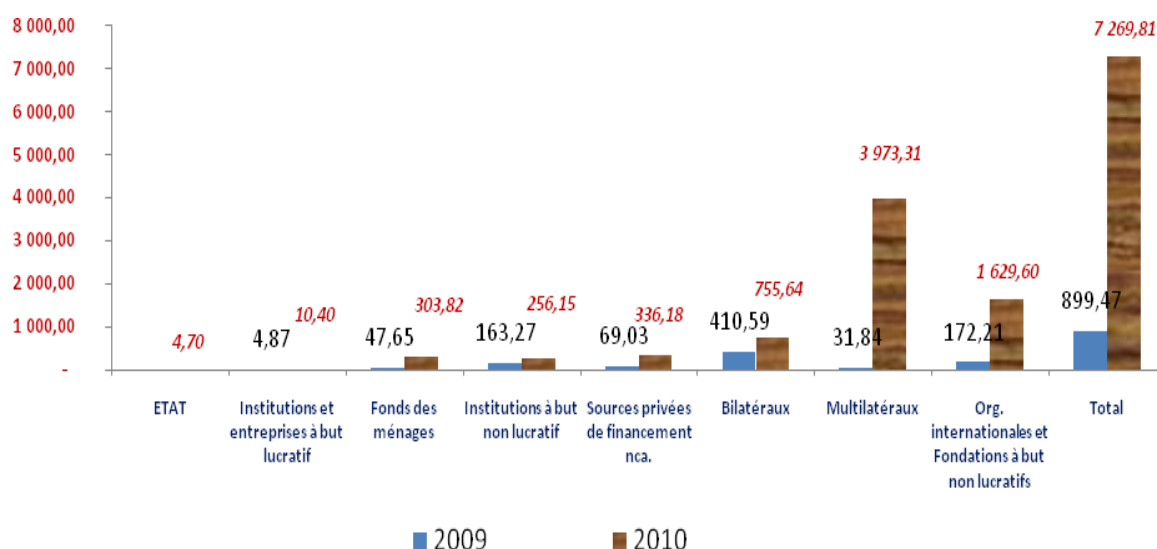


Figure 8 : Répartition des ressources par sources et agents de financement privés en millions de FCFA

c) Agents de financement internationaux

Les agents de financement internationaux ont géré en 2009 et 2010 respectivement 63,78% et 38,69% des ressources totales dépensées pour la réponse nationale au VIH (figure 09). Plus de 60 % des ressources gérées par les agents de financement internationaux provenaient des partenaires multilatéraux (66,58% en 2009 contre 62,64% en 2010).

En somme, en termes de financement, les partenaires extérieurs sont les principaux pourvoyeurs de ressources. Toutefois, le rôle de décideur de l'affectation des ressources n'est cependant pas dévolu à l'Etat. Les partenaires bilatéraux et multilatéraux ont géré une bonne partie des ressources qu'ils ont engagées en 2009. En 2010, la situation semble inversée : le volume des ressources gérées par l'Etat par rapport à 2009 a substantiellement augmenté.

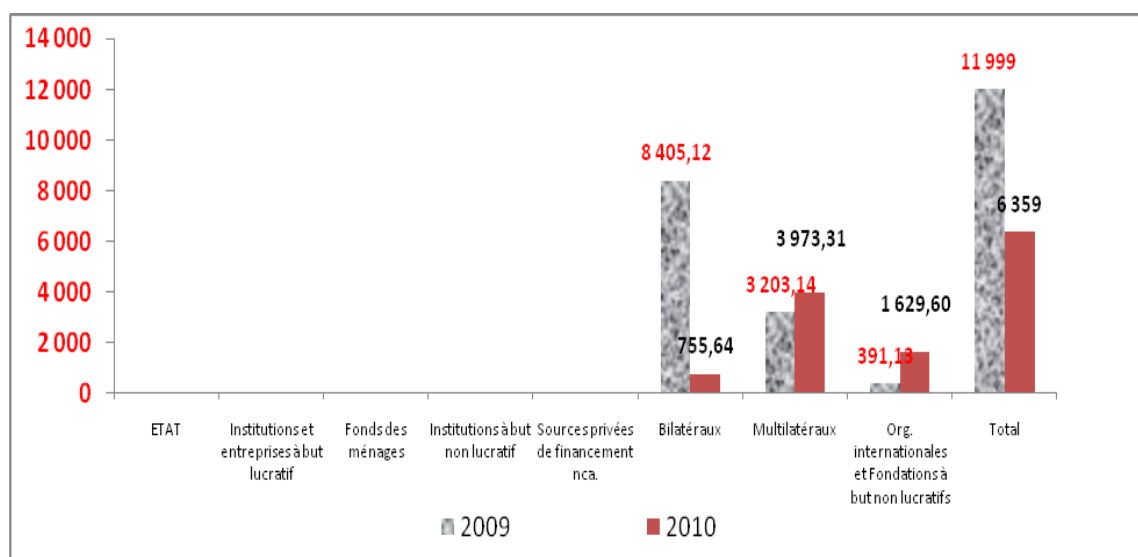


Figure 9 : Répartition des ressources par source et agent de financement international en millions de CFA

3.1.3. Prestataires de services

Quatre types de prestataires ont bénéficié des ressources mobilisées dans le cadre de la lutte contre le sida pour produire des biens et des services. Il s'agit des prestataires du secteur public, du secteur privé, des bureaux locaux des agences bilatérales et multilatérales et des prestataires non classifiés ailleurs. Ceux-ci ont dépensé 7,531 milliards FCFA (2009) et 11,442 milliards FCFA (2010). Le graphique ci-dessous présente la répartition des dépenses par type de prestataire.

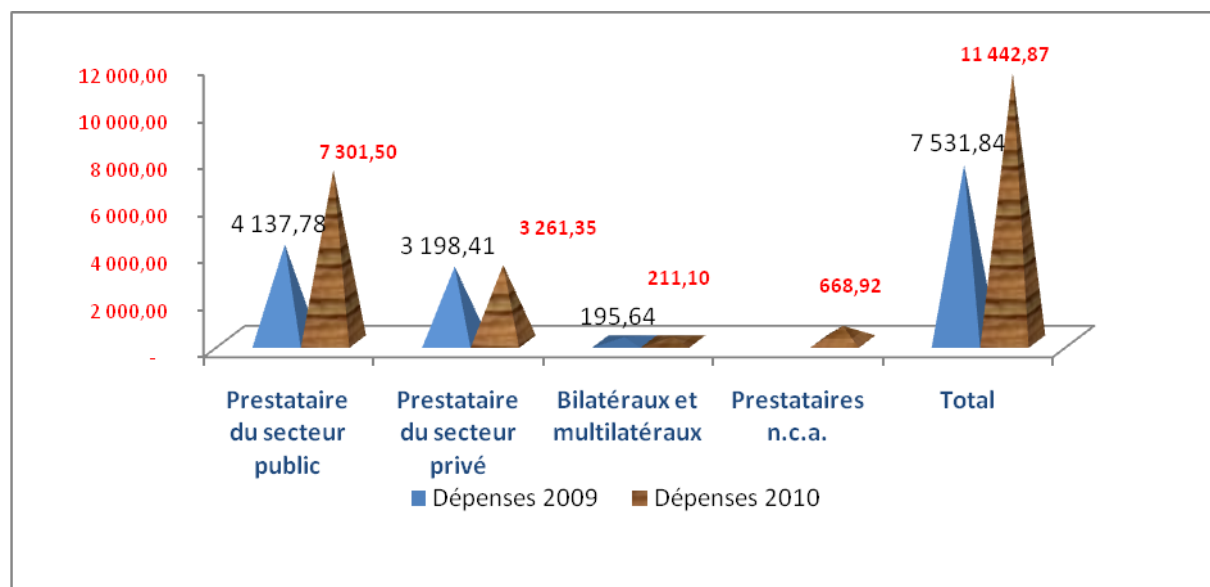


Figure 10 : Répartition des dépenses par type de prestataire en millions de FCFA

Au regard de cette figure, les prestataires du secteur public ont exécuté plus de la moitié des dépenses de sida de 2009 (54,80 %) et près de deux tiers des dépenses de 2010 (63,81 %). Ils sont suivis par les prestataires du secteur privé. Les prestataires des agences bilatérales et multilatérales par contre ont exécuté moins de 5 % des dépenses durant les deux années (2,59 % en 2009 et 1,84 % en 2010).

Une bonne partie des dépenses de 2009 et 2010 sont exécutées par des prestataires relevant de la santé (PNLS-IST, Service National de Transfusion Sanguine et hôpitaux) qui ont dépensé sur les deux ans respectivement 9,42 milliards, 906,64 millions et 315,50 millions soit 49,62%, 4,77% et 1,66% des dépenses totales des deux ans (tableau 05).

L'instance de coordination nationale de la lutte contre le sida (SP/CNLS-IST) a quant à elle dépensé sur les deux années 315,5 millions soit 1,85 % des dépenses totales de lutte effectuées sur les deux années.

Tableau 5 : Situation détaillée des dépenses par prestataire en FCFA

CATÉGORIES DE PRESTATAIRE	DÉPENSE EN 2009	DÉPENSE EN 2010
Prestataire du Secteur Public	4 137 783 854	7 301 503 294
ORGANISME GOUVERNEMENTAUX	4 137 783 854	7 069 654 471
Hôpitaux	145135974	170365657
Soins ambulatoires	4472415	5 663 520
Banques de sang	660598698	246041752
CNLS-IST	59539176	291154575
PNLS	3211187675	6213989070
Départements relevant du Ministère de l'Education	48205622	39912727
Départements relevant du Ministère du développement social	-	44000000
Départements relevant du Ministère de la Défense	-	38503945
Départements relevant du Ministère de la Justice	8033294	7934495
Entités non gouvernementales, non classifiées ailleurs (n.c.a.)	611000	10276100
Organismes gouvernementaux, non classifiés ailleurs (n.c.a.)	-	7476150
ORGANISMES PARAPUBLICS		226 185 303
Hôpitaux	-	6529575
Banques du sang	-	219655728
Prestataire du Secteur Privé	3 198 413 334	3 261 354 221
Prestataires du secteur privé à but non lucratif	3196466334	3039639221
NON CONFESIONNEL	3 081 886 532	1 013 500 915
Organisations de la société civile du secteur privé	3075419582	1009103865
Autres prestataires à but non lucratif et de nature non confessionnelle	6466950	4397050
CONFESIONNEL	132 925 802	2 026 138 306
Soins ambulatoires	74152926	405998944
Organisations de la société civile à but non lucratif et de nature confessionnelle	58772876	1566091101
Autres prestataires à but non lucratif intervenant au sein de structures de nature confessionnelle, non classifiés ailleurs (n.c.a.)		18054446
Autres prestataires du secteur privé à but non lucratif n.c.a.		35993815
Prestataires du secteur privé à but lucratif	1 947 000	221 715 000
Autres prestataires du secteur privé à but lucratif, non classifiés ailleurs (n.c.a.)	1947000	221715000
Bilatéraux et Multilatéraux	195 640 530	211 099 930
Organismes bilatéraux	31468622	103290016
Organismes multilatéraux	164171908	107809914
Prestataires non classifiés ailleurs (n.c.a.)	-	668917148
Total	7 550 183 718	11 442 874 593

3.1.4. Situation globale des dépenses par intervention

Selon la nomenclature REDES, les activités de lutte contre le VIH sont classées en huit grandes catégories de dépenses ou interventions. Ce sont : i) la prévention ; ii) les soins et traitements ; iii) les OEV ; iv) la gestion et l'administration de programmes ; v) les ressources humaines ; vi) la protection sociale et les services sociaux ; vii) l'environnement favorable et viii) la recherche.

Mais l'Etat togolais, dans sa planification de lutte contre le sida pour la période 2007-2010 a défini six domaines à savoir i) prévention ; soins, traitements et soutiens ; iii) droits humains : lutte contre la stigmatisation et la discrimination ; iv) recherche ; v) suivi-évaluation et VI) coordination. Ces six domaines du PSN couvrent pêle-mêle les huit catégories d'activités proposées dans REDES.

En 2009, les dépenses des activités de prévention s'élèvent à 2,933 milliards soit 39 % (figure 11) ; suivies des dépenses des activités de soins et traitement, représentant 37 % des ressources totales dépensées en 2009 (2 803 141 593). Les dépenses liées à la gestion et administration des projets et programmes avoisinent 1,076 milliard soit 14 % des dépenses.

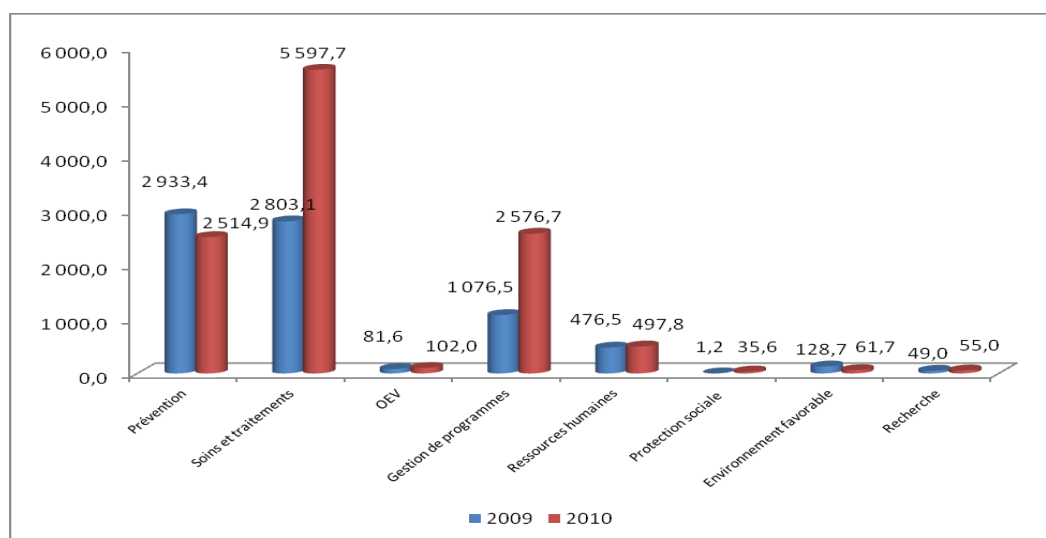


Figure 11 : Répartition des dépenses par intervention en million de FCFA

Nous constatons qu'en 2010, les dépenses allouées aux activités de soins et traitement (48,92 %) arrivent en première position suivies par les dépenses relatives à la gestion et administration des programmes (22,52%) puis par les dépenses de prévention (21,98%) . Contrairement à 2010, en 2009, les dépenses liées à la prévention arrivaient en 1ère position suivies par les dépenses de soins et traitement puis par les dépenses relatives à la gestion et administration des programmes.

Les activités de soins et traitement sont financées à hauteur de 5,597 milliards, celles de prévention à hauteur de 2,514 milliards et celles liées à la gestion et l'administration des programmes à hauteur de 2,576 milliards.

Sur les deux années, très peu de ressources (moins de 2 %) ont été consacrées aux activités de plaidoyer pour un environnement favorable aux PVVIH, aux activités de recherche sur le VIH ; de développement des ressources humaines ; de protection sociale et de prise en charge des OEV.

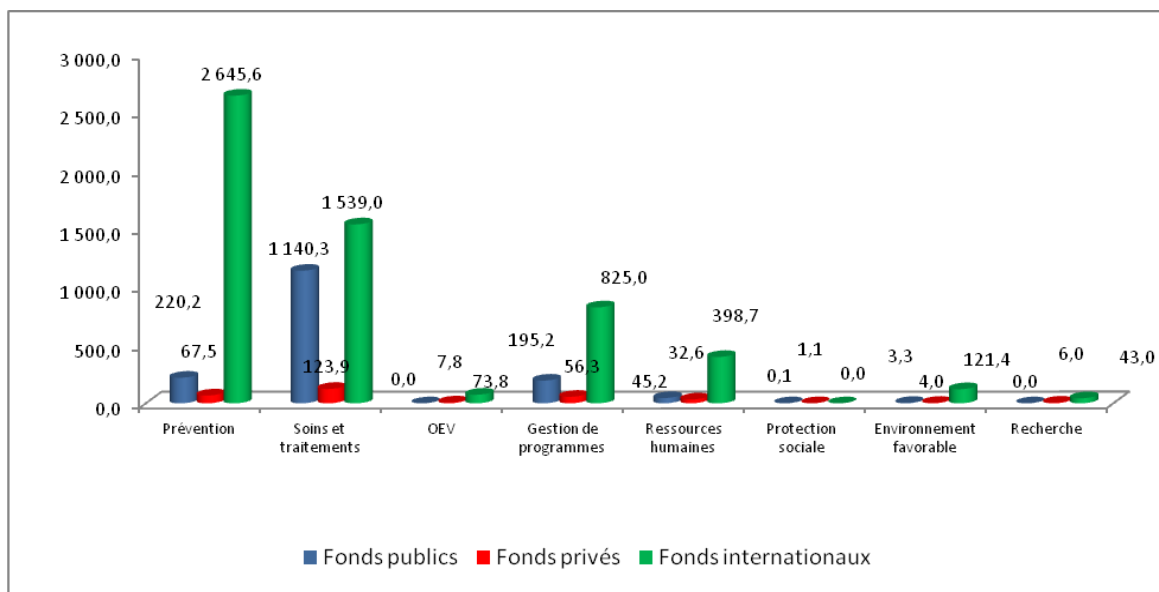


Figure 12 : Résumé des dépenses par intervention et par source en millions de FCFA, 2009

L'analyse de la figure ci-dessus montre qu'en 2009 :

- les activités de prévention ont été financées à hauteur de 90,2 % par les fonds extérieurs contre 7,5 % par les fonds publics et 2,3 % par les fonds privés ;
- les activités de soins et traitement sont financées à hauteur de 54,9 % par les fonds extérieurs contre 40,7 % par les fonds publics et 4,4 % par les fonds privés ;
- les activités de prise en charge des OEV sont financées à hauteur de 90,4 % par les fonds extérieurs et à 9,5 % par les fonds privés ;
- les activités de gestion et administration des programmes sont financées à hauteur de 76,6 % par les fonds extérieurs, à 18 % par les fonds publics et à 5,2 % par les fonds privés.

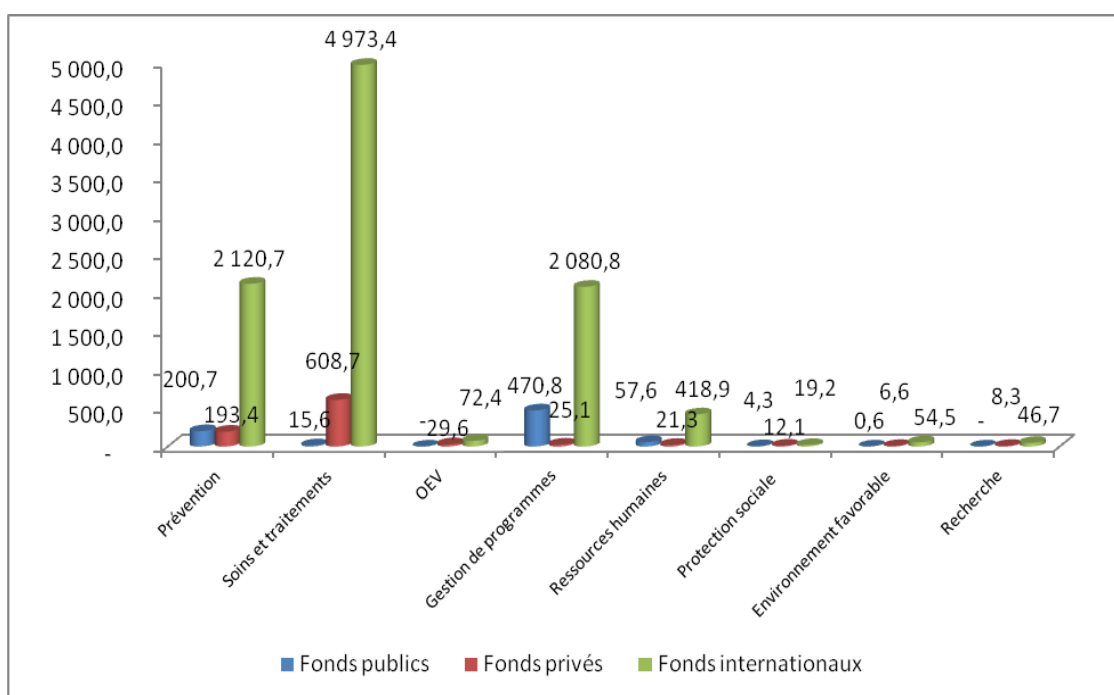


Figure 13 : Résumé des dépenses par intervention et par source en millions de FCFA, 2010

Tout comme en 2009, le graphique ci-dessus indique que le principal source de financement des activités de traitements, soins et soutiens ; des activités de prévention et des activités de gestion demeure toujours les fonds internationaux.

3.2. Situation détaillée des dépenses de VIH et de sida

3.2.1 Situation détaillée des dépenses par intervention

a) Dépenses de prévention

En 2009 (tableau 06), les dépenses de prévention étaient principalement constituées par : les activités de communication sanitaire et non sanitaire pour le changement de comportement (24,80 %), la Sécurité transfusionnelle (22,52 %), le Marketing social du préservatif (16,63 %), la PTME (14,52 %), le conseil dépistage volontaire (8,4 %), la prévention chez les jeunes en milieu scolaire et extrascolaire (7,76 %), et la mobilisation communautaire (4 %).

Il en est de même pour l'année 2010 où ces dépenses étaient dans l'ordre décroissant pour celles consacrées aux activités de communication pour le changement de comportement (23,40 %), à la PTME (18,65 %), à la sécurité transfusionnelle (18,52 %), au conseil et dépistage volontaire (11,83 %), à la mobilisation communautaire (9,2 %), à la prévention chez les jeunes (8,30 %) et au Marketing social du préservatif (6,82 %).

Tableau 6 : Dépenses de prévention en matière de VIH et sida

Catégories de dépenses	Année 2009		Année 2010	
	Montant (F CFA)	%	Montant (F CFA)	%
Communication pour le changement de comportement	727 580 962	24,80	588 410 802	23,40
Mobilisation communautaire	127 006 579	4,33	233 651 219	9,29
Conseil et test volontaires	244 586 849	8,34	297 508 070	11,83
Marketing social du préservatif	487 966 721	16,63	171 540 858	6,82
Prévention de la Transmission du VIH de la Mère à l'Enfant	427 746 411	14,58	468 977 209	18,65
Prévention, diagnostic et traitement des infections sexuellement transmissibles	17 787 318	0,76	16 313 165	0,65
Prévention chez les jeunes gens scolarisés	157 289 628	5,36	174 099 251	6,92
Prévention chez les jeunes gens non scolarisés	70 445 863	2,40	34 574 127	1,37
Initiatives spécifiques de prévention chez les HSH	7806025	0,27	2 534 075	0,10
Initiatives destinées aux groupes vulnérables non ventilées par type d'activité	80 000	0,00	-	-
Sécurité transfusionnelle	660 598 698	22,52	465 697 480	18,52
Autres activités de prévention	-	-	61 581 260	2,45
Total prévention	2 933 410 654	100	2 514 887 516	100

b) Dépenses de soins et traitement

En 2009 (tableau 07), l'achat des antirétroviraux a coûté 2 282 313 882 FCFA, soit 81,42 % des dépenses consacrées aux soins et traitements. L'achat des médicaments pour le traitement et la prophylaxie des infections opportunistes a représenté 1,18 % des dépenses de soins et traitements, et le coût du suivi biologique était de 1,68 % de ces dépenses.

Pour l'année 2010 (tableau 07), 2 467 812 241 FCFA ont été dépensés pour l'achat des ARV, représentant 44,09 % des dépenses de soins et traitements. Il faut préciser que la catégorie « Services de soins non ventilés par type d'activité » qui représente 28,70 % des dépenses de soins et traitement pour l'année 2010 inclut probablement des dépenses liées aux ARV.

Les médicaments anti infections opportuniste ont représenté 6,90 % des dépenses de soins et traitements, et le coût du suivi biologique était de 5,52 %.

Tableau 7 : Dépenses des soins et traitement en matière de VIH et sida

Catégories de dépenses	Année 2009		Année 2010	
	Montant (F CFA)	%	Montant (F CFA)	%
Conseil et test volontaires à l'initiative du prestataire	12211309	0,44	2 876 700	0,10
Prophylaxie ambulatoire des infections opportunistes	-	-	297 611 525	5,3
Traitement ambulatoire des infections opportunistes	500000	0,02	156 500	0,00
Prophylaxie et traitement	32491818	1,16	89 214 875	1,60
Thérapie antirétrovirale de première intention adultes	1050584926	37,48	75 967 008	1,36
Polychimiothérapie antirétrovirale destinée aux adultes	3955200	0,14	-	-
Thérapie antirétrovirale, données non désagrégées	1227773756	43,80	2391845233	42,73
Aide alimentaire associée à la thérapie antirétrovirale	41086822	1,47	254948319	4,55
Suivi en laboratoire spécifique au VIH	47049530	1,68	309189798	5,52
Traitement et services d'accompagnement psychologique	31114498	1,11	75182763	1,34
Soins médicaux à domicile	2520000	0,09	4 132 000	0,10
Soins palliatifs ambulatoires	-	-	80138284	1,43
Soins non médicaux/non sanitaires à domicile	358000	0,01	4132000	0,07
Services de soins ambulatoires	21886360	0,78	801831	0,01
Traitement hospitalier des infections opportunistes	50250	0,00	1150000	0,02
Services de soins hospitaliers, non ventilés par type d'activité	45013151	1,61	1 605 046 456	28,70
Transport des patients et secours d'urgence	1947000	0,07	221715000	3,96
Services de soins et traitement, non classifiés ailleurs (n.c.a.)	284598973	10,15	219033920	3,92
Total soins et traitement	2 803 141 593	100	5 597 701 074	100

c) Dépenses de gestion de programmes et du renforcement de l'administration

Des 1.076.536.048 FCFA consacrés à la gestion des programmes en 2009, près du tiers (30,6%) avait servi à financer les coûts administratifs et de transactions ; 214 575 849 FCFA (soit 19,93 %) étaient consacrés au suivi et évaluation, 138.137.938 (12,83 %) à la planification et à la coordination (tableau 08). En 2010, le volet planification et coordination a consommé 39,9% des 2.578.212.764 FCFA alloués à la gestion des programmes et renforcement de l'administration, suivi par le suivi et évaluation (16,11 %), coûts administratifs et de transactions (13,36 %), l'amélioration et construction d'infrastructures (11,76 %).

Tableau 8 : Dépenses de gestion de programme et renforcement de l'administration

Catégories de dépenses	Année 2009		Année 2010	
	Montant (F CFA)	%	Montant (F CFA)	%
Planification, coordination et gestion de programmes	138 137 938	12,83	1 028 060 143	39,87
Coûts administratifs et de transactions liés à la gestion et au décaissement de fonds	329 531 496	30,61	344 838 206	13,38
Suivi et évaluation	214 575 849	19,93	415 319 906	16,11
Recherche opérationnelle	13 005 527	1,21	69 000 000	2,68
Surveillance sérologique	90 819 205	8,44	112 640 213	4,37
Surveillance de la pharmacorésistance du VIH		0,00	433 700	0,02
Systèmes d'approvisionnement en médicaments	2 520 000	0,23	51 402 843	1,99
Technologies de l'information		0,00	13 805 774	0,54
Supervision assurée par le personnel et suivi des patients	599 965	0,06	9 670 628	0,38
Amélioration et construction d'infrastructures	52 448 874	4,87	303 204 543	11,76
Autres dépenses de gestion et administration	234 897 194	21,82	229 836 808	8,91
Total	1 076 536 048	100	2 578 212 764	100

d) Dépenses au bénéfice des OEV

Les dépenses consacrées au soutien des OEV en 2009 n'ont pas été bien étiquetées, comme en témoigne la proportion des dépenses liées aux services non ventilés par type d'activité ou non classés (tableau 09). En 2010, un-tiers de ces fonds étaient destiné au soutien éducationnel des OEV, et un-tiers à l'appui aux familles des OEV.

Tableau 9 : Répartition des dépenses consacrées aux OEV

Catégories de dépenses	Année 2009		Année 2010	
	Montant (F CFA)	%	Montant (F CFA)	%
Education des OEV	10416280	12,76	33845734	33,18
Soins de santé de base destinés aux OEV	80000	0,10	4783398	4,69
Appui à la famille/à domicile aux OEV	342185	0,42	33416277	32,76
Appui communautaire aux OEV	1405000	1,72	12520439	12,27
Services non ventilés par type d'activité	3510925	4,30	1565000	1,53
Services non classifiés ailleurs (n.c.a.)	65848350	80,69	15885030	15,57
Total	81 602 740	100	102 015 878	100

De toutes les dépenses exécutées, 22,95 % (soit 1 732 468 885 FCFA) en 2009 et 26,70 % (soit 3 054 914 467) en 2010 n'étaient pas explicitement liées à des populations bien définies. De telles interventions sont qualifiées d'Initiatives non ciblées

a) Population générale

Le coût des interventions menées en 2009 au bénéfice de la population générale est estimé à 2.238.791.179 FCFA soit 29,65 % des dépenses. En 2010, ces interventions ont coûté 1.171.747.294 FCFA représentant 10,24 % des dépenses de l'année (tableau 10).

Tableau 10 : Répartition des dépenses consacrées aux interventions en population générale

Populations bénéficiaires	Dépenses 2009	%	Dépenses 2010	%
Population adulte féminine	2 857 288	0,13	16 263 000	1,39
Filles	-	-	1 125 000	0,10
Jeunes femmes	-	-	2 235 000	0,191
Ensemble de la population adulte (âgée de plus de 24 ans), données non ventilées par sexe	80 080 570	3,58	260 775 178	22,26
Enfants (âgés de moins de 15 ans), données non ventilées par sexe	19 129 000	0,85	32 204 774	2,75
Jeunes gens (âgés de 15 à 24 ans), données non ventilées par sexe	121 431 345	5,42	77 188 893	6,59
Ensemble de la population adulte, données non ventilées par âge ou par sexe.	2 015 292 976	90,02	781 955 449	66,73
Total	2 238 791 179	100	1 171 747 294	100

b) Cas des dépenses consacrées aux personnes vivant avec le VIH/sida

Les personnes vivant avec le VIH sont les populations privilégiées dans les dépenses. Elles ont été ciblées respectivement en 2009 et en 2010 par 35,58 % et 51,19 % des dépenses liées au VIH et sida. La majeure partie des dépenses ciblant les PVVIH est consacrée traitements et soins, soit 93,8 % en 2009 et 92,6 % en 2010 (tableau 11).

Tableau 11 : Répartition des dépenses ciblant les PVVIH

Interventions	Année 2009		Année 2010	
	Montant (F CFA)	%	Montant (F CFA)	%
Prévention	95 074 409	3,5	278 966 135	4,8
Soins et traitements	2 518 893 858	93,8	5 421 788 567	92,6
OEI	445 085	0,0	16 534 347	0,3
Gestion et Administration de programmes	69 540 658	2,6	130 191 434	2,2
Ressources humaines	1 968 818	0,1	-	-
Protection sociale et services sociaux	179 900	0,0	5 852 297	0,1
Environnement favorable	-	-	4 241 000	0,1
Total	2 686 102 728	100	5 857 573 780	100

c) Cas des dépenses consacrées aux groupes de populations à haut risque

Les populations à haut risque d'infection par le VIH ont été ciblées par 1,06 % des dépenses en 2009 et 0,46 % des dépenses en 2010. Ce sont principalement les professionnelles du sexe et leurs clients, et les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (tableau 12).

Tableau 12 : Dépenses consacrées aux groupes de populations à haut risque

Groupes de populations particulièrement vulnérables	Année 2009		Année 2010	
	Montant (F CFA)	%	Montant (F CFA)	%
Professionnel(le)s du sexe et leurs clients	55 977 843	70,23	39 240 875	74,79
Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH)	23 732 137	29,77	11 026 295	21,02
Groupes de population particulièrement vulnérables », données non ventilées	-	-	2 200 000	4,19
Total	79 709 980	100	52 467 170	100

d) Cas des dépenses consacrées aux autres groupes de populations clés

Les autres groupes de populations clés (tableau 13) ont été ciblés par 2,58 % des dépenses en 2009, et par 2,98 % de celles de 2010. Parmi ceux-ci, ce sont les interventions ciblant les OEV qui ont bénéficié de la plus grande partie des dépenses.

Tableau 13 : Dépenses par bénéficiaires autres groupes de populations clés

Autres groupes de population clés	2009		2010	
	Montant (F CFA)	%	Montant (F CFA)	%
Orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV)	98 060 694	50,26	197 570 120	57,92
Enfants nés ou à naître de femmes vivant avec le VIH	4 200 000	2,15	-	-
Détenus et personnes placées en institutions	26 005 806	13,33	-	-
Chauffeurs-routiers/travailleurs dans le transport et chauffeurs dans le secteur commercial	19 977 850	10,24	20 778 500	6,09
Enfants et jeunes gens vivant dans la rue	150 000	0,08	-	-
Enfants et jeunes gens non scolarisés	19 125 800	9,80	-	-
Partenaires de personnes vivant avec le VIH	-	-	87 285 805	25,59
Transfusés ou receveurs de produits sanguins	24 903 554	12,76	26 386 023	7,74
Autres groupes de population clés , données non ventilées par type d'activité	454 075	0,23	-	-
Autres groupes de population clés , données non classifiées ailleurs (n.c.a.)	2 216 590	1,14	9 100 000	2,67
Total	195 094 369	100	341 120 448	100

e) Cas des dépenses consacrées aux autres groupes de populations spécifiques accessibles

Certaines populations dites « spécifiques accessibles » (tableau 14) ont été touchées par diverses interventions. Ces interventions ont représenté 7,72 % et 8,24 % des dépenses respectivement en 2009 et en 2010.

Tableau 14 : Dépenses par bénéficiaires groupes de population spécifiques « accessibles »

Groupes de population spécifiques « accessibles »	Année 2009		Année 2010	
	Montant (F CFA)	%	Montant (F CFA)	%
Personnes reçues dans des services de prise en charge des IST	-	-	1 200 000	0,13
Elèves d'écoles élémentaires	19 826 862	3,40	18 932 020	2,01
Jeunes gens/lycéens	191 630 536	32,88	205 197 403	21,77
Etudiants à l'université	-	-	909 600	0,10
Professionnels de soins de santé	246 226 980	42,25	381 115 757	40,43
Militaires	44 798 985	7,69	81 193 360	8,61
Ouvriers d'usines (s'agissant par exemple d'initiatives engagées sur le lieu de travail)	39 027 710	6,70	177 308 031	18,81
Groupes de population spécifiques « accessibles », données non ventilées par type d'activité	1 105 500	0,19	28 391 173	3,01
Groupes de population spécifiques « accessibles », données non classifiées ailleurs (n.c.a.)	40 165 704	6,89	48 327 790	5,13
Total	582 782 277	100	942 575 134	100

CHAPITRE 4 : RECOMMANDATIONS

A la lumière des résultats obtenus à l'issue de cet exercice d'estimation des ressources et dépenses de lutte contre le sida d'une part et des difficultés inhérentes à l'exécution de l'étude d'autre part, des recommandations ont été formulées en vue de l'amélioration des exercices futurs.

4.1. A l'endroit su SP/CNLS-IST

- Institutionnaliser le REDES au Togo ;
- Améliorer l'organisation pratique de l'étude REDES ;
- Mettre en place d'un cadre de collaboration et de transmission des données par les partenaires nationaux et internationaux.
- Maintenir le noyau formé par le SP/CNLS à travers la tenue de rencontres périodiques ;
- Organiser une séance de formation des acteurs nationaux de la réponse nationale (surtout les associations) pour dissiper les difficultés de remplissage des fiches de collecte ;
- Sensibiliser et développer le plaidoyer auprès des structures techniques détentrices des données pour rendre disponible les rapports (données) ;
- Sensibiliser les fournisseurs de données.

4.2. A l'endroit de l'équipe d'élaboration de REDES

- Travailler à garantir la bonne qualité des données à tous les niveaux de collecte de l'information ;
- S'approprier et rendre pérenne la méthodologie d'établissement de REDES ;
- Travailler avec l'ensemble des acteurs afin de minimiser les difficultés et problèmes rencontrés.



ANNEXES

Tableau 15 : Structures ayant participé à la collecte des données sur le REDE 200ç et 2010

Structures ayant transmis leurs données	Définition	Années	
		2009	2010
3ASC		x	x
ACEET			x
ACJDEIP			x
ACS			x
ADEPAS		x	
ADESCO		x	x
ADIEJ		x	x
AED-Lidaw		x	x
AET		x	x
AFP-T			x
AIDER			x
AIDSS			x
AJA			x
AJITEC			x
AMACACH			x
AMC Tsévié			x
APCR		x	x
APEB		x	x
Arc-En-Ciel			x
ASMENE			x
ASSAF		x	x
ATATWIR-FAHIA			x
ATPH		x	x
AVLS			x
EPV			X
BTD		x	x
BORNE FONDEN		x	x
CAB/MS		x	
CACIEJ-Togo		x	x
CAIBIMR		x	x
CASP		x	
CAV			x
CD		x	x
GREENS		x	x
MEDES		x	
CERMETRA			x
CHR ATAHPAME		x	x
CHU TOKOIN		x	x
CHU-KARA			x
CIANGA Togo		x	x
CILSIDA		x	x
CMS BAKHITA		x	x
CMS HELOTA			
CMS NYEKONAKPOE		x	x
CMS Sainte Anne		x	x
CNLS		x	x
CNTS		x	x
CODE UTILE		x	x
CEET		x	x
Construire Ensemble		x	x
RESODERC		x	x
SA+		x	
SAD			x
SALT		x	
SCAC		x	x
SEFED		x	
services de transport		x	
SIDACTION		x	x
SNIEC		x	
SŒUR_KOUBE			x
SOIF		x	
SOS-VITA-TOGO		x	x
TETELESTAI		x	x
TOCAHSO		x	x
UNICEF		x	x
UONGTO		x	
USYCORT		x	
VINODI		x	x

Structures ayant transmis leurs données	Définition	Années	
		2009	2010
CREJE		x	x
CRIPS-TOGO			x
Croix Rouge Togolaise		x	
DCSSA		x	
DHD			x
Direction de la Santé Familiale		x	x
Direction Nationale de la Jeunesse		x	x
DISPENSAIRE ALEDJO		x	
DISPENSAIRE TCHANNADE			x
DPS-ASSOLI		x	x
DPS-BINAH		x	x
DPS-DANKPEN		x	x
DPS-DOUFELGOU		x	x
DPS-KERAN		x	x
DRS_MARITIME		x	
DRS-KARA		x	x
DRS-SAVANES		x	x
DSP BASSAR		x	x
ECOLE ET VIE		x	
EGALITE ASSISTANCE POUR TOUS		x	x
Enseignement Supérieur		x	x
ESD			x
ESDEB		x	x
Espoir Vie Vue		x	x
ASSOCIATION MOYEME		x	x
EVT			x
FAJ		x	x
FAMME		x	x
FOF & CO		x	x
FORUM SIDA		x	x
FRECED		x	x
GIP Esther		x	x
GIZ			x
CENTRE ESPERANCE LOYOLA			x
Club des Amis du Village			x
HMLP		x	x
Hôpitaux		x	x
JADE		x	x
JVS		x	
KOLOWARE		x	x
MECAP-FR		x	
METFP			x
MILLENIUM FRIEND		x	x
Ministère de la Justice			x
Ministère de la santé			x
Ministère de l'Action Sociale		x	x
Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire		x	x
Ministère du Développement a la Base		x	x
Ministère Promotion de la Femme		x	x
Coordination Croix Rouge Plateaux			x
OCAL-RAP			
OCDI		x	x
OIDIF		x	
OMS		x	x
ONG & RESEAU		x	
ONUSIDA			x
OPALS			x
OSC		x	x
PASCI		x	
PDH			x
PNLS			x
PNUD		x	x
PRESTATAIRES DE PSI			x
RAOSEC		x	x
RAS+Togo		x	x
RD		x	x
Vivre dans l'Espérance		x	x

Tableau 16 : Résumé des dépenses par intervention et par année, en FCFA

Interventions	2009	%	2010	%
Prévention	2 933 410 654	38,85%	2514887516	21,98%
Soins et traitements	2 803 141 593	37,13%	5597701074	48,92%
OEV	81 602 740	1,08%	102015878	0,89%
Gestion et Administration de programmes	1 076 536 048	14,26%	2576712764	22,52%
Ressources humaines	476 490 083	6,31%	497772120	4,35%
Protection sociale et services sociaux	1 235 535	0,02%	35578597	0,31%
Environnement favorable	128 742 956	1,71%	61721434	0,54%
Recherche	49 024 109	0,65%	54985210	0,48%
Total général	7550183718	100%	11441374593	100%

Tableau 17 : Résumé des dépenses par intervention et par source en millions de FCFA, 2009 et 2010

Interventions	Fonds publics				Fonds privés				Fonds internationaux				Total général	
	2009	%	2010	%	2009	%	2010	%	2009	%	2010	%	2009	2010
Prévention	220 245 123	7,5%	200 701 846	8,0%	67 526 408	2,3%	193 438 983	7,7%	2 645 639 123	90,2%	2 120 746 687	84,3%	2 933 410 654	2 514 887 516
Soins et traitements	1 140 279 604	40,7%	15 645 600	0,3%	123 882 430	4,4%	608 661 278	10,9%	1 538 979 559	54,9%	4 973 394 196	88,8%	2 803 141 593	5 597 701 074
OEV	12 000	0,0%	0	0,0%	7 786 225	9,5%	29 588 960	29,0%	73 804 515	90,4%	72 426 918	71,0%	81 602 740	102 015 878
Gestion et Administration de programmes	195 204 179	18,1%	470 820 304	18,3%	56 307 784	5,2%	25 118 474	1,0%	825 024 085	76,6%	2 080 773 986	80,8%	1 076 536 048	2 576 712 764
Ressources humaines	45 197 848	9,5%	57 639 868	11,6%	32 609 500	6,8%	21 281 650	4,3%	398 682 735	83,7%	418 850 602	84,1%	476 490 083	497 772 120
Protection sociale et services sociaux	116 800	9,5%	4 300 000	12,1%	1 118 735	90,5%	12 093 607	34,0%	0	0,0%	19 184 990	53,9%	1 235 535	35 578 597
Environnement favorable	3 327 075	2,6%	612 755	1,0%	4 009 500	3,1%	6 619 500	10,7%	121 406 381	94,3%	54 489 179	88,3%	128 742 956	61 721 434
Recherche	0	0,0%	0	0,0%	6 014 300	12,3%	8 255 500	15,0%	43 009 809	87,7%	46 729 710	85,0%	49 024 109	54 985 210
Total général	1 604 382 629		749 720 373		299 254 882		905 057 952		5 646 546 207		9 786 596 268		1 604 382 629	11 441 374 593

Tableau 18 : Répartition des dépenses consacrées aux ressources humaines par année, en FCFA

Catégories de dépenses	2 009	%	2010	%
Incitations financières à l'égard des médecins (données non ventilées par type d'activité)	-	0%	14 680 913	3%
Incitations financières à l'égard d'autres personnels pour la prévention	2 821 104	1%	2 945 748	1%
Incitations financières à l'égard des médecins – pour les soins et le traitement	4 411 776	1%		0%
Incitations financières à l'égard d'autres personnels – pour la gestion et l'administration de programmes	1 799 582	0%		0%
Incitations financières liées aux ressources humaines, données non ventilées par catégorie de personnel	43 637 529	9%	35 230 472	7%
Incitations financières à l'égard d'autres personnels – données non ventilées par type d'activité	149 100	0%		0%
Activités de formation destinées à accroître les personnels intervenant dans le cadre de la lutte contre le sida	86 234 019	18%	57 225 820	11%
Formation	263 523 359	55%	355 026 547	71%
Ressources humaines, données non ventilées par type d'activité	73 913 614	16%	32 662 620	7%
Total	476 490 083	100%	497 772 120	100%

Tableau 19 : Répartition des dépenses consacrées à la protection sociale et aux services sociaux par année, en FCFA

Catégories de dépenses	2 009	%	2010	%
Protection sociale sous forme d'avantages financiers	1 055 635	85%	17 425 800	49%
Protection sociale sous forme d'avantages en nature		0%	1 558 140	4%
Protection sociale sous forme de services sociaux		0%	2 461 800	7%
Création de revenus dans le cadre spécifique de la lutte contre le VIH	179 900	15%	13 001 950	37%
Services de protection sociale et services sociaux, non classifiés ailleurs (n.c.a.)		0%	1 130 907	3%
Total	1 235 535	100%	35 578 597	100%

Tableau 20 : Répartition des dépenses consacrées à l'environnement favorable par année, en FCFA

Catégories de dépenses	2 009	%	2010	%
Environnement favorable	117 342 956	100%	61 721 434	100%
Sensibilisation	13 233 350	11%	29 709 450	48%
Programmes de protection des droits de l'homme favorisant l'affirmation des droits de chacun	28 090 673	24%		0%
Renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme	34 013 294	29%	7 934 495	13%
Programmes de protection des droits de l'homme, non ventilés par type d'activité		0%	410 000	1%
Renforcement institutionnel spécifique à la riposte au sida	40 397 139	34%	15 973 489	26%
Programmes spécifiques de lutte contre le sida se concentrant sur les femmes		0%	5 704 000	9%
Activités destinées à contribuer à un environnement favorable, non classifiées ailleurs (n.c.a.)	1 608 500	1%	1 990 000	3%
Total	117 342 956	100%	61 721 434	100%

Tableau 21 : Répartition des dépenses consacrées à la recherche par année, en FCFA

Catégories de dépenses	2 009	%	2010	%
Recherche épidémiologique	202 500	0%		0%
Recherche comportementale	42 807 309	87%	46 729 710	85%
Recherche en sciences sociales, données non ventilées par type d'activité		0%	631 200	1%
Recherche en sciences sociales, données non classifiées ailleurs (n.c.a.)		0%	295 000	1%
Activités de recherche liées au VIH, non ventilées par type d'activité	6 000 000	12%	7 315 000	13%
Activités de recherche liées au VIH, non classifiées ailleurs (n.c.a.)	14 300	0%	14 300	0%
Total	49 024 109	100%	54 985 210	100%

Tableau 22 : Répartition des dépenses par année et par sources de financement

Sources de financement	2007	%	2008	%	2009	%	2 010	%	TOTAL	%
Fonds publics	437 164 848	6,76%	483 790 358	6,24%	1604382635	21,25%	749720373	6,55%	3 275 058 214	9,86%
Budget de l'Etat	437 164 848	100%	483 790 358	100%	1604382635	100%	749720373	100%	3 275 058 214	100%
Fonds privés	1 873 204 509	28,98%	841 665 761	10,85%	299253885	3,96%	906 557 952	7,92%	3 920 682 107	11,80%
Institutions et entreprises à but lucratif	52 024 003	2,78%	8 211 100	0,98%	6466950	2,16%	10 397 050	1,15%	77 099 103	1,97%
Fonds des ménages	1 713 901 133	91,50%	335 488 467	39,86%	60485263	20,21%	303 824 191	33,51%	2 413 699 054	61,56%
Institutions à but non lucratif (fonds propres des ONG nationales)	107 279 373	5,73%	494 110 194	58,71%	163272746	54,56%	256 153 507	28,26%	1 020 815 820	26,04%
Autres sources privées de financement		0,00%	3 856 000	0,46%	69028926	23,07%	336 183 204	37,08%	409 068 130	10,43%
Fonds internationaux	4 154 206 409	64,26%	6 431 778 173	82,91%	5646536168	74,79%	9786596268	85,53%	26 019 117 018	78,34%
Bilatéraux	189 901 963	4,57%	1 059 613 632	16,47%	1219040264	21,59%	755639654	7,72%	3 224 195 513	12,39%
Multilatéraux	3 150 322 839	75,83%	3 724 825 291	57,91%	3379632258	59,85%	3973306899	40,60%	14 228 087 287	54,68%
Organisations et fondations internationales à but non lucratif	813 981 607	19,59%	1 647 339 250	25,61%	1047863646	18,56%	5057649715	51,68%	8 566 834 218	32,93%
TOTAL GENERAL	6 464 575 766	100%	7 757 234 292	100%	7 550 172 688	100%	11 442 874 593	100%	33 214 857 339	100%

Source : REDES 2007, 2008, 2009 et 2010

Tableau 23 : Répartition des dépenses par année et par axe stratégique du PSN 2007-2010

DOMAINES PRIORITAIRES	ANNEE 2007			ANNEE 2008			ANNEE 2009			ANNEE 2010			TOTAL 2007-2010		
	PREVUS	DEPENSES	%	PREVUS	DEPENSES	%	PREVUS	DEPENSES	%	PREVUS	DEPENSES	%	PREVUS	DEPENSES	%
PREVENTION	3 603 974 081	2 186 080 650	60,7	5 838 536 935	2 738 225 993	46,9	5 975 386 275	2 944 809 659	49,3	4 144 394 625	2 520 591 419	60,8	19 562 291 916	10 389 707 721	53,1
TRAITEMENTS, SOINS, SOUTIENS	4 642 450 730	2 530 825 409	54,5	7 828 003 050	1 972 060 984	25,2	8 070 114 050	2 940 948 647	36,4	8 792 507 850	5 807 896 016	66,1	29 333 075 680	13 251 731 056	45,2
DROITS HUMAINS	225 325 000	185 469 118	82,3	304 125 000	123 245 834	40,5	244 725 000	76 945 817	31,4	224 725 000	40 043 945	17,8	998 900 000	425 704 714	42,6
RECHERCHE	282 550 000	22 793 145	8,1	741 695 500	93 206 353	12,6	195 430 000	139 843 317	71,6	219 930 000	168 059 124	76,4	1 439 605 500	423 901 939	29,4
SUIVI-EVALUATION	1 076 802 660	282 712 744	26,2	1 273 264 126	351 439 115	27,6	740 829 460	228 181 342	30,8	801 092 794	493 990 540	61,6	3 891 989 040	1 356 323 741	34,8
COORDINATION	1 235 575 000	1 256 694 700	101,7	1 900 375 000	2 479 056 013	130,4	1 311 550 000	1 219 443 906	92,9	977 650 000	2 412 292 665	246,7	5 425 150 000	7 367 487 284	135,8
TOTAL	11 066 677 471	6 464 575 766	58,4	17 885 999 611	7 757 234 292	43,4	16 538 034 785	7 550 172 688	45,6	15 160 300 269	11 442 873 709	75,5	60 651 012 136	33 214 856 455	54,8

Source : REDES 2007, 2008, 2009 et 2010

ANNEXES 1 : Outils de collecte

Formulaire No.2

Suivi des ressources 2009 et 2010

AGENT DE FINANCEMENT

SVP remplir un formulaire pour chaque année

L'usage de cette information est strictement confidentiel et la responsabilité éthique et administrative est assurée par le Task Force de REDES

1. Nom de l'institution: _____

Acronyme de l'Institution: _____

Le statut juridique de l'organisme

Marque un X les cases qui correspondent

Institution	Publique	Privé	Bilatéral	Multilatéral
National				
International				

2. Agent financier, et l'identification de la source de financement

Les fonds transférés à d'autres institutions et organismes (que son institution ou un organisme non exécuté):

	Activité (1) Utiliser une ligne pour chaque activité	Source de financement	Les noms des institutions a qui l'argent a été transféré	Montant	Population Bénéficiaire (Si vous avez plus, préciser)
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
	TOTAL			0	

(1) Pour la description des activités et des populations bénéficiaire, voir l'annexe du formulaire

Fonds exécutée par l'Institution elle-même

	Activité (1) Utiliser une ligne pour chaque activité	Source de financement	Montant	Population Bénéficiaire (Si vous avez plus, préciser)
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
	TOTAL		0	

(1) Pour la description des activités et des populations bénéficiaires, voir l'annexe du formulaire

Nom de la personne responsable de l'information: _____

Position: _____ Téléphone _____

E-mail _____ Ville _____

MERCI BEAUCOUP

Formulaire No.3**Suivi des ressources 2009 et 2010****PRESTATAIRE**

SVP remplir un formulaire pour chaque année

L'usage de cette information est strictement confidentiel et la responsabilité éthique et administrative est assurée par le Task Force de REDES

1. Nom de l'Institution PRETATAIRE: _____

Acronyme de l'Institution: _____

Le statut juridique de l'organisme

Marque un X les cases qui correspondent

Institution	Publique	Privé	Bilatéral	Multilatéral
National				
International				

2. Prestataire, et l'identification de l'agent de financement

	Activité (1) Utiliser une ligne pour chaque activité	Agent de financement	Montant	Population Bénéficiaire (Si vous avez plus, préciser)
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
	TOTAL		0	

(1) Pour la description des activités et des populations bénéficiaire, voir l'annexe du formulaire

Nom de la personne responsable de l'information: _____

Position: _____ Téléphone _____

E-mail _____ Ville _____

MERCI BEAUCOUP

Suivi des ressources 2009 et 2010

Objets de la dépense des Interventions

L'usage de cette information est strictement confidentiel et la responsabilité éthique et administrative est assurée par le Task Force de REDES

1. Nom de l'Institution: _____

	1	2	3	4	5	6	7	Total
Objets de la dépense (*)								
								0
								0
								0
								0
								0
								0
								0
								0
								0
								0
								0
								0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

(*) SVP: Pour les catégories de Objets de la dépense utiliser l'annexe